

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 14 AVRIL 1976

N°161

1 F 50

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Pays Basque

Nouvelles vagues d'arrestations

Etudiants Les valseuses hésitations de Saunier-Seité

Mme Saunier Séité après avoir regretté sur Antenne 2 le débordement de l'UNEF (PCF) a reçu aujourd'hui l'UNEF Soufflot (trotskiste), groupuscule concurrent du premier dont l'impudence est notoirement connue. Un peu plus tard, c'était au tour de la FEN.

Les étudiants jugeront du sérieux de cette négociation : sortant de l'entrevue, le trotskiste de l'UNEF déclarait «Le secrétaire d'Etat a changé de ton, l'arrêté sera reporté jusqu'à ce que tout le monde soit d'accord sur son application (sic)».

12 h 30 : une dépêche du Secrétariat d'Etat indique que la réforme du second cycle sera appliquée dans les temps prévus !

12 h 50 : la dépêche de la FEN : «La réforme du second cycle est rapportée à une date ultérieure».

Les speakers de la télévision reconnaissent que la journée a été confuse mais que l'essentiel c'est l'engagement du dialogue.

Ce petit jeu de cache-cache, témoigne sans doute de la volonté de Madame Saunier Séité de «décrire» le mouvement sur les conseils de Giscard.

Mais en l'occurrence, la farce n'a fait que des victimes et sans doute Alice devra-t-elle bientôt envisager une reconversion. La vigilance, cependant, s'impose. Cette parodie de négociation n'est pas indépendante de la tentative des UNEF et du SNES-SUP de prendre en mains le mouvement pour l'engager dans le sillage du programme commun.

Demain, les étudiants socialistes, vendredi seulement l'UNEF (PCF) faisant sans doute anti-chambre pour faute d'avoir été débordée, le pouvoir cherche à redorer le blason de ces gens pour pouvoir négocier sur la base de leur prétendue représentativité.

suite p. 6

voir notre reportage à Vincennes p. 6

La réforme de l'entreprise

DU VENT ET DES MENACES

Enfin, nous y voilà ! La grande réforme giscardienne, celle qui devait dominer l'année 76, cette réforme dont les technocrates bourgeois nous gavent depuis des années, Giscard a daigné nous la présenter mobilisant radios, télévisions et journaux, à cet effet. Croyait-il créer la surprise, susciter l'adhésion ? Si tel est le cas, c'est bien que la bourgeoisie n'a plus grand chose à proposer pour se maintenir !

Car enfin soyons sérieux : qui croira que «le rajeunissement des équipes dirigeantes», «l'aide à la promotion des petites entreprises», ce «dispositif d'alerte» à la disposition des petits actionnaires en cas de «difficulté» de l'entreprise, ou encore ces mesures de «co-surveillance» syndicats-direction (facultatives, pour rassurer M^r Gingembre) changeront quoi que ce soit ?

La réforme de l'entreprise, cette «doctrine française d'évolution», qui vaut à Sudreau les louanges giscardiennes, les travailleurs savent ce que c'est. Le travail à la carte ? «Un traquenard qui nous pousse à la course permanente» disent les employés des AGP. L'élargissement des tâches ? «C'est l'enfer, qui évite de remplacer les absents, et nous montent les unes contre les autres», disent les ouvrières de Bourgogne Electronique, aujourd'hui en grève... Et tout est à l'avenant. Un seul but : remonter l'économie d'un impérialisme faible, en augmentant la productivité, et donc l'exploitation !

Mais alors, pourquoi tant de bruit ? Ce n'est pas d'aujourd'hui que la bourgeoisie cherche à camoufler le pressurage des travailleurs sous un rose verbiage. Bien sûr. Mais aujourd'hui, cette bourgeoisie a peur, de plus en plus peur. Elle a tenu le compte des innombrables luttes sur les conditions de travail. Elle sait qu'aujourd'hui, nombre de travailleurs ne veulent pas seulement améliorer leur sort, qu'ils veulent en finir avec ce système qui fait de leur vie une vie d'exploitation. Elle connaît aussi l'échec de son ancien modèle de collaboration de classe, «partageons ensemble le gâteau» ou la «société de consommation». Comment ne pas être frappé qu'elle choisisse précisément le terrain des rapports dans l'entreprise pour glisser son nouveau modèle de collaboration de classe ? C'est précisément sur ce terrain que porte la prise de conscience ouvrière !

Seulement l'appel à la collaboration à la sauce Sudreau ne suffit pas. «Je suis le seul président élu. Et j'ai été élu pour le changement dans l'ordre que je conduirai...» disait-il. Changement ? Oui, en quelque sorte : 1,5 million de chômeurs au lieu de 600 000... L'ordre, c'est plus sérieux. Chaque jour nous apporte de nouvelles définitions giscardiennes de ce mot : flics contre les grévistes, justice contre syndicats, Cour de Sécurité contre militants, modification des textes mêmes de la loi. Tout cela se résume en un mot : attaques contre les libertés démocratiques de la classe ouvrière, bien plus que contre cette «gauche», qui, fondamentalement a les mêmes craintes. La campagne déclenchée par M^r Poniowski sur la «sécurité des Français» est là pour nous rappeler la véritable nature de cet «ordre».

«Réforme de l'entreprise» et «ordre» sont indissociables, la première n'étant que la fumée destinée à entourer le deuxième. Mais c'est précisément parce que la bourgeoisie est obligée de jouer sur ce terrain qu'elle montre sa faiblesse. Elle pense conjurer le mouvement d'ensemble auquel nous aspirons tous. Elle croit ménager son avenir. Il suffit de penser à ces cinq jeunes ouvrières, carbonisées dans leur usine de Clérieux (Drôme), «pour la production» pour être sûr que l'avenir, c'est la disparition de cette société d'exploitation.

Eric BREHAT

Après le dépôt de bilan

LES LIP ENGAGENT LA POPULARISATION

Avant-hier, la partie de cache-cache continuait : information, puis contre-information... Bilan déposé, puis à nouveau démenti, enfin reconfirmé ce matin.

Hier matin, à l'Assemblée Générale, le ras-le-bol commençait à se faire sentir sérieusement. Les choses sérieuses ont commencé. Il s'agit d'engager, sans tarder, une large campagne de popularisation. C'est en ce sens que furent d'emblée organisées des équipes pour se rendre aux entrées de la ville, avec tracts et banderoles, engager la discussion avec les travailleurs.

Le matin, trois routes d'accès à la ville étaient occupées par les Lips : la route de Vesoul, celle de Dôle et celle de Belfort. La mobilisation ne faisait pas défaut. A l'origine de cette action en effet, le souci des Lips, de se rendre compte de la solidarité des autres travailleurs, de sentir, au-delà de la longue lutte de 73, quel écho ils peuvent rencontrer aujourd'hui en France. C'est pourquoi tout le monde était sur les routes, observait les réactions des travailleurs, des camionneurs, des gens en voiture, commentant au fur et à mesure. Les banderoles annonçaient la situation : «mille emplois menacés», «maintien des emplois».



Suite p. 4

LIBAN

- Intervention syrienne
- Menaces sionistes



Voir p. 7

Les divisions syriennes sont intervenus, mais dans Beyrouth, les milices progressistes restent vigilantes.

SOMMAIRE

- Interview de M^r B. Doménach membre d'Action judiciaire
Quand Maire accuse la CGT -P3-
- Lutttes ouvrières: saviem : 1^{er} bilan des lutttes Bourgogne Electronique
- P4 - P5-
- Le Havre : Clérieux, 5000 travailleurs crient vengeance pour leur 5 camarades tués
- Italie : un envoyé US à Rome -P8-

ENQUÊTE ET REPORTAGE

Après la fusillade de Montredon **OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ?**

(2) CE QUE REPRÉSENTE 1907 POUR LES VITICULTEURS AUJOURD'HUI

Quand on pense aux viticulteurs languedociens, à leurs difficultés, à leurs luttes, l'année 1907 surgit à la mémoire comme un point de repère. Date importante aussi car elle représente l'entrée de la viticulture languedocienne dans un état permanent de crise (périodes de rémissions alternant avec des périodes de marasme allant s'accroissant jusqu'au point actuel). Etat de crise qui se manifeste par un engorgement du marché -trop de vin- entraînant la mévente -le vin reste dans les cuves des vigneron- et la chute des prix -le vin vendu l'est à un prix ridicule-. Crise de «surproduction» disent les technocrates bourgeois. Il faut regarder cela de près...



1907

1907... le vin ne se vend pas, le vin de s'est jamais aussi mal vendu : les prix sont trois fois moins élevés qu'il y a quatre ou cinq ans. Pour les viticulteurs, c'est la misère. En mars 1907, une centaine d'entre eux part d'Argelliers, et va déposer le cahier de doléances à la préfecture de Narbonne. Un pays tout entier se reconnaît dans ce geste. Partout naissent des comités de défense : une trame serrée dont aucun village n'est absent. Les hommes qui voient leurs enfants souffrir de la faim, réclament «du pain ou du plomb». Des gros rassemblements vident littéralement l'arrière du pays : 150 000 manifestants en mai 1907 à Béziers, plus de 500 000, un demi-million, en juin, à Montpellier. Un journal : le Tocsin, journal de la révolte, donne les nouvelles et entretient l'enthousiasme. Face à cela, les gouvernants bourgeois temporisent. La colère s'accroît, et la conscience aussi. Les socialistes prennent la direction du mouvement. Leur leader, le docteur Ferroul, maire socialiste dit révolutionnaire, est arrêté le 19 juin. La ville se soulève, et la campagne vient à sa rescousse. Les rues se couvrent de barricades, c'est l'insurrection. Les cuirassiers chargent : un massacre. Mais toutes les troupes ne marchent pas. Des mutineries ont lieu au centième et au douzième de ligne. Le 20 juin, les soldats du 17ème de ligne mettent la crosse en l'air et chantent l'Internationale ; les fils de vigneron ne tirent pas sur des vigneron...

Dès lors, la bourgeoisie locale se mit à craindre. La révolte populaire ne travaillait plus à défendre les intérêts des producteurs de vin, donc des gros. La révolte populaire

prenait son propre destin en main. C'en était trop...

«La mutinerie du 17ème, c'est le point critique du mouvement. A ce moment décisif de la révolte du midi, les intérêts vitaux des gros capitalistes étaient directement en cause. Il est clair que le mouvement ouvrier, les paysans pauvres, les paysans-soldats commençaient à dominer le mouvement. Dès lors, les gros propriétaires n'acceptaient plus de mettre en péril leurs intérêts. La ligne opportuniste du Parti Socialiste était déjà capitulaire. Gros propriétaires réactionnaires, les socialistes opportunistes ne pouvaient admettre le geste du 17ème.

Les uns et les autres ne cherchèrent donc plus qu'à empêcher le mouvement de s'accroître dans la lutte pour les véritables intérêts des vigneron. Devant le danger, le bloc de classe se reconstitua des gros propriétaires réactionnaires, aux socialistes opportunistes, en passant par les radicaux. La politique de Marcelin Albert allait servir à protéger les intérêts des gros (Marcelin Albert, leader des agriculteurs, monte à Paris pour discuter avec Clémenceau, qui le ridiculise, en lui donnant 100 F pour payer son billet de retour).

Le Comité de Défense Viticole de Béziers exprima nettement ses intérêts en intervenant pour faire rentrer à la citadelle les mutins du 17ème, après promesse du général Bailloud qu'aucune sanction ne serait prise. Première réponse : dès le 23 juin, il était envoyé à Gap puis à Gassa en Tunisie.

Extrait de l'ouvrage d'André Marty, à la gloire des lutteurs de 1907, Ed. Norman Béthune

Une tactique ancienne

Diviser pour mieux réprimer

CONTRE L'ARGUMENT DE L'OPPOSITION DE L'AGRICULTURE DU MIDI AVEC CELLE DU NORD :

« Il faut que cette vérité éclate aux yeux de tous, qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir d'antagonisme d'intérêts entre les agriculteurs du Nord et ceux du Midi. La viticulture, la fortune d'une grande partie de la France, sont tenues en échec par une industrie concentrée dans peu de mains, puissantes il est vrai, celles des sucriers ».

« Et, après avoir argumenté qu'une propriété ne peut être exploitée en betteraves que sur 1/4 ou 1/5 de sa surface, le rapport explique « qu'en cas de crise sucrière, l'agriculteur ne saurait être atteint que dans le 1/4 ou le 1/5 de sa propriété », qu'il pourrait remplacer par un autre moyen d'assolement (pommes de terre et topinambours). Et de conclure : « Que l'on ne nous parle donc plus de deux agricultures hostiles et opposées, que l'on nous dise, ce qui est la vérité, qu'il y a d'un côté la viticulture qui meurt, entraînant la ruine de tout le Midi, d'un autre côté, l'industrie sucrière qui veut continuer à s'enrichir ».

Aujourd'hui, en 1976, les viticulteurs qui font un vin de qualité comme ceux des Corbières et de nombreuses autres régions du Midi viticole disent dans le même sens : « Que l'on ne nous fasse pas croire que le petit viticulteur italien est notre ennemi, alors qu'il subit comme nous la même exploitation et qu'il a le même ennemi : le négoce soutenu par le pouvoir ».

La lutte contre les fraudeurs en général, sans aucune analyse de classe, a permis à Clémenceau d'essayer de diviser les petits et les moyens viticulteurs, et les petits betteraviers du Nord.

De telles manœuvres de division sont encore aujourd'hui courantes : « si nous empêchions les vins italiens

de rentrer, disait-il y a quelques mois encore le gouvernement français, les Italiens ne vont plus acheter de produits agricoles français. Viticulteurs, vous travaillez donc contre les éleveurs de veaux »... Cette manœuvre a heureusement avorté.

En 1975, la bataille au sein du CRAV n'a pas été facile pour montrer que les barra-

ges et les mots d'ordre chauvins et anti-touristes ne gênaient absolument pas les vrais ennemis de la viticulture. Aujourd'hui, en 1976, les viticulteurs qui font un vin de qualité, comme ceux des Corbières, et de nombreuses autres régions du Midi viticole disent, parce qu'ils ont compris la leçon de 1907, dans le même sens : « qu'on ne nous fasse pas croire que le petit viticulteur italien est notre ennemi, alors qu'il subit la même exploitation et qu'il a le même ennemi, un négoce soutenu par le pouvoir ».

La lutte contre les négociants qui s'est développée ces derniers mois, et à travers elle, la prise de conscience de la collusion des gros propriétaires avec les trafiquants, avec la bénédiction du régime capitaliste actuel, remet en cause l'unité de façade des gros et des petits viticulteurs. Les opérations de commandos chez les gros négociants sont très dangereuses pour les capitalistes terriens et industriels parce qu'elles permettent aux petits paysans et aux ouvriers de comprendre qu'ils ont le même ennemi de classe.

Cette leçon encore, qui est une leçon de 1907, est en train d'être comprise par les viticulteurs occitans.

Qui est responsable de la surproduction

Revenons à 1907. Depuis le début du siècle, la machine ne tourne plus à plein comme avant : le vin se vend mal, les prix baissent et s'effondrent. En quelques années, le prix du vin pris à la propriété, passe de 25/30 francs l'hectolitre, à moins de 10 F. Pourquoi ? On répond : A cause du vin «algérien» (six millions d'hectolitres entrés en France en 1906) et à cause du vin «trafiqué» (du vin allongé avec de l'eau et rehaussé avec du sucre). Ces pratiques s'étaient répandues les années précédentes, immédiatement après la crise du phylloxéra, quand le vin manquait par manque de vigne (dans le département de l'Hérault, la vigne tombe de 229 000 hectares en 1869 à 47 000 en 1885 !). De plus elles intéressaient particulièrement le lobby des betteraviers du nord qui trouvaient dans le sucrage du vin un débouché facile pour leur production.

Le pouvoir bourgeois va donc tenter de détourner l'attention des viticulteurs. Il va les braquer sur ces éléments (fraudeurs et Algérie) pour qu'ils ne s'attaquent pas à la vraie cause. Et ceci

d'autant plus hypocritement que Clémenceau est soutenu par les députés du club betteravier du nord ! (cf. article ci-contre).

LA SPECULATION CAPITALISTE DEMOLIT LE LANGUEDOC

La cause ? : La spéculation capitaliste. La crise du phylloxéra ne l'a pas arrêtée. Au contraire. La lutte contre cette maladie de la vigne et les replantations demandent des capitaux considérables. De nombreux petits viticulteurs des coteaux -des garrigues- doivent abandonner leurs vignes, parfois leur village. Dans les plaines au contraire, à coup de millions, des vignes de plants résistants sont constituées. La période après la crise du phylloxéra accentue de façon très sensible la suprématie de la grande propriété et c'est cette grande propriété qui va entraîner le pays dans la monoculture intégrale et dans la course folle au rendement.

C'est le moment où les Rothschild, les Hentch, les Péchiney s'allient aux grandes familles locales. C'est le moment où s'accroît le

mouvement qui va faire qu'entre Rhône et Aude, Paris détient plus de terre que Montpellier. (Au début du 19ème siècle, 51 000 hectares appartenaient à des propriétaires extérieurs à la région, en 1960, ce seront 171 000 hectares -accroissement de 240% !). Pour que les capitaux investis se reproduisent il faut produire, produire le maximum... La

viticulture devient «industrielle». C'est l'emprise directe du capitalisme qui a fait entrer le Languedoc dans la folle mécanique de la «surproduction». Si les petits viticulteurs souffrent, se battent et meurent depuis plus de 50 ans, c'est la main-mise capitaliste sur la terre languedocienne qui en est responsable. L'ennemi, la cible : la voilà.

André Cazes, un des principaux leaders des Comités d'Action Viticoles, parle :

«La révolte de 1907 a profondément marqué, et continue de marquer tout le Midi viticole. Un lecteur aura pu s'en faire une idée, hélas très partielle et atténuée, en regardant le feuilleton télévisé «Ces grappes de ma vigne». Il faut comprendre que ce sont les leçons tirées de 1907 qui ont guidé toute la politique viticole de nos organisations professionnelles, et que les événements eux-mêmes restent dans les mémoires. A chaque grande manifestation, on évoque à nouveau 1907, des gens viennent avec des drapeaux de l'époque ou des pancartes, les mairies ont pieusement conservé les souvenirs. Ainsi, tout près de Leuc, à Couffoulens, dans la salle de réunions, il y a un grand tableau accroché au mur où l'on voit Marcellin Albert tirer l'oreille du Président Lebrun : «Après aquela data, ne coldra pas mai promettere !» («Après ce jour là, plus de promesses !»). 1907, c'est donc notre histoire à nous, notre mémoire collective, un morceau de la carte d'identité de chaque viticulteur...»

Extraits du livre «La révolte du Midi», fait par le Comité d'Action Viticole, éditions «La France sauvage» - Page 26

POLITIQUE

QUAND E. MAIRE ACCUSE LA CGT

A la veille de la nouvelle rencontre au sommet, CGT-CFDT, les déclarations d'Edmond Maire, lors de la conférence de presse de la CFDT, tenue au début de cette semaine, confirment l'éclairage différent aux luttes actuelles, et renvoient du même coup à la tactique différente suivie par le P«C»F et le PS face aux luttes d'aujourd'hui !

Accusant la CGT de privilégier les actions solitaires au détriment de l'unité d'action, Edmond Maire affirmait que «le renforcement de l'une et l'autre centrale, passe par l'unité d'action et non par l'action solitaire». C'est une attaque à peine voilée contre les derniers rassemblements organisés à Paris par la CGT du Livre, du spectacle... et contre la campagne de recrutement («3 millions d'adhérents») lancée récemment par la CGT. Ce que reproche la direction de la CFDT à celle de la CGT ce serait d'avoir «un comportement plus politique que syndical. Si la CGT met davantage l'accent sur la cohésion et la discipline, c'est qu'en accord avec le parti communiste, elle se prépare à maîtriser un grand mouvement social au service de leur stratégie commune. Pour la CGT, le but de l'action paraît être le succès de la gauche et du programme commun plutôt que la défense des revendications,

face au patronat».

Tiens donc ! M^r Maire qui en 74 avait mis tous ses efforts pour impliquer la CFDT dans le soutien à l'union de la «gauche» et au programme commun, reproche à Ségué de poursuivre cette politique aujourd'hui : Maire en vient à opposer la lutte revendicative au soutien au programme commun. Voilà un premier aveu, même s'il n'est pas complet !



Mais ce que les travailleurs aimeraient bien connaître, c'est pourquoi la direction CFDT se méfie tant d'une exploitation «politique», comme dit Maire des luttes des travailleurs. Quand il s'agit de construire un «grand parti socialiste», quand il s'agissait de fourvoyer l'organisation syndicale des travailleurs dans les «assises pour le socialisme» de Mitterrand, Edmond Maire et ses compères de la direction confédérale, ne manifestaient pas la même crainte ; au contraire, ils manifestaient une ardeur sans-gêne pour imposer cette orientation aux sections qui la refusaient, n'hésitant pas à déclencher la chasse aux syndicalistes qui refusaient précisément cette «politique» là !

En fait, on ne peut comprendre l'attitude d'Edmond Maire si on la sépare de celle du PS, pour lequel il s'est fait

RIPOSTE CONTRE LES ATTEINTES AUX LIBERTÉS

Décident les avocats du M.A.J.

INTERVIEW DE M^r BERTRAND DOMENACH, MEMBRE DU MOUVEMENT D'ACTION JUDICIAIRE ET DU COLLECTIF DE RÉDACTION DE LA REVUE «ACTES» *

Le congrès du MAJ s'est tenu à Toulouse, les 9, 10, 11 avril 1976. Les débats très riches ont porté sur l'analyse des «nouvelles formes et des nouveaux lieux de répression». Un rapport introductif a été présenté par Michel Napal qui faisait ressortir que les libertés sont actuellement menacées d'une part par la mise en vigueur de nouveaux textes de procédure pénale, qui s'inscrivent dans une ligne historique qui est le rétrécissement des garanties individuelles et collectives, et par de nouveaux moyens de répression qui sont le contrôle disciplinaire, le contrôle social fait par des institutions privées, sous le couvert de fichiers et enfin un transfert de la compétence judiciaire à la compétence administrative et notamment en matière de licenciement collectif et en matière de droit du travail.

—Le Quotidien du Peuple : Sur quoi ont porté les débats du congrès ?

—B.D. : Les débats du congrès ont porté sur le fait de savoir si cette répression était qualitativement et quantitativement différente de celle que nous avons connue et s'il y avait effectivement une «fascisation» de l'appareil d'Etat. Sur le premier point, il a été répondu que oui. Les textes soumis au Conseil d'Etat et au Conseil des Ministres montraient qu'on allait fouiller les véhicules et qu'on allait pouvoir appréhender quelqu'un sans qu'il y ait eu un commencement d'exécution d'un acte délictueux quelconque, mais sur une simple intention. Il y a là un phénomène nouveau, lié à la campagne sur la sécurité de Poniatowski ; on amène sur le plan juridique un concept idéologique, celui de la «sécurité». Ainsi il y a aussi un changement qualitatif de la répression, puisqu'au concept de liberté, on substitue peu à peu celui de sécurité. Il est désormais possible qu'on arrive prochainement à l'apparition du mot «sécurité» comme norme juridique dans de prochains textes. Aussi, le MAJ a décidé de lancer une campagne nationale sur le thème de la «sécurité et des libertés». En effet, il est apparu que la bourgeoisie n'a plus confiance dans son appareil judiciaire, du fait de la politisation de celui-ci, grâce principalement au Syndicat de la Magistrature, et cherche d'autres terrains de répression, un terrain disciplinaire, un terrain social et administratif.

—QdP : Comment voyez-vous la logique de crise de la répression exercée par la bourgeoisie ?

—R.D. : Il y a une crise sociale, économique mais aussi idéologique. Au niveau de l'institution judiciaire, il y a peu à peu changement de la norme : la compétence des juges d'instruction est reconvenue au niveau national, alors qu'avant il fallait passer par des commissions rogatoires. C'est-à-dire qu'on leur donne la même compétence qu'aux juges de la Cour de Sureté de l'Etat ! La répression monte «en amont», c'est-à-dire une personne qui a dans sa voiture un pistolet et qui est arrêtée devant une banque pourra être arrêtée, même si

la banque est fermée ! On assiste à une nouvelle définition de l'intention et de l'acte préparatoire. C'est une nouvelle répression qui peut atteindre tous les militants politiques qui ont des tracts ou des affiches dans leur voiture.

—QdP : Comment envisagez-vous la riposte à ces nouvelles atteintes aux libertés ?

—R.D. : Le Mouvement a décidé de lancer une campagne nationale sur le thème de l'atteinte aux libertés par la campagne sur la sécurité. Nous éditerons rapidement une brochure pour développer l'analyse et avancer une plate-forme pour prendre contact avec les organisa-

tions des travailleurs et les organisations d'extrême-gauche. Les travailleurs vivent quotidiennement cette répression, il faut analyser plus au fond cette répression, les nouveaux concepts qu'elle met en avant, comme la délinquance ; ainsi, par exemple, les militants politiques pourront être considérés comme des «déviant», des marginaux, dont il faut se débarrasser au nom de la «sécurité»... Nous voudrions que les organisations de travailleurs prennent nettement plus clairement position qu'elles ne l'ont fait jusqu'à présent contre les nouveaux textes soumis au Conseil des Ministres. Au congrès, nous avons employé les mots de «guerre civile sans arme» et de «désobéissance civile» dans la mesure où la bourgeoisie prend l'initiative de la répression, qu'elle «criminalise la vie politique». Face à cette menace, les organisations de travailleurs doivent réagir plus violemment. Au total, les débats de notre congrès ont été très riches !

* Cahiers d'Action Juridique Editions Solin 1, rue des Fossés-St Jacques Paris - 5^e

LE PCF PRÊTE MAIN FORTE À HABY CONTRE PAPINSKY

Déjà, lors de la grève de la faim qu'avait menée l'instituteur Papinski pour exiger sa réintégration dans l'éducation nationale, le PCF s'était

plutôt fait remarquer par ses tentatives de sabotage de la lutte que par son soutien. Il y a eu encore plus révélateur depuis : la municipalité de

Homécourt, contrôlée par le PCF, avait requis son expulsion du logement qu'il occupait à l'école Joliot-Curie. Ceci se déroulait pendant la grève de la faim. Le tribunal de grande instance accorde cette expulsion, le 1^{er} Octobre 75.

Lorsque le mouvement de soutien populaire s'est développé autour de Papinski, le PCF, qui n'avait à l'époque que le mot liberté à la bouche (c'était la préparation du 22^e Congrès), fait mine de revenir sur sa décision, par l'intermédiaire de la section d'Homécourt.

Or, le 16 mars, en l'absence de Papinski, le maire de Homécourt, Grosgeorge «libère» les locaux, c'est-à-dire fait évacuer toutes les affaires de Papinski... Les faits valent plus que les déclarations d'intention ! Et les faits prouvent que les «libertés» défendues par le PCF ont vite

fait de se transformer en répression, vis à vis de tout ce qui gêne son projet de «capitalisme à la française».

(Rép. Lorrain - 24 Nov. 75) PROBLEMES REGIONAUX ET LOCAUX A LA SECTION DU P.C.F.

Sur le plan local, le cas de M. Papinski a été également évoqué ; il résulte que le P.C.F. est en opposition fondamentale avec les orientations du gouvernement en matière d'éducation nationale.

S'ils ne partagent pas les conceptions de M. Papinski dans ce domaine, les dirigeants de la section estiment « inadmissible qu'il soit brimé pour être en désaccord avec les autorités officielles ».

Ils ont ajouté que c'était pour le respect de la liberté d'expression, entre autres, que le P.C.F. avait édité une déclaration des libertés garantissant à chaque citoyen le droit et le respect de ses opinions. Enfin, et en ce qui concerne le logement de fonction que M. Papinski occupe, les dirigeants de la section d'Homécourt du P.C.F. pensent que le conseil municipal doit revenir sur sa décision.

depuis deux ans le sergent recruteur zélé. Le PS estime que la conjoncture politique lui est électoralement favorable : les sondages, les précédentes élections cantonales, révèlent la progression du PS au détriment des partis au pouvoir, comme de ses alliés. Les législatives de 78 laissent prévoir un succès du PS qui espère accéder au gouvernement avec le P«C»F, même au sein d'une autre coalition. Parti charnière, il compte bien devenir l'arbitre du jeu politique bourgeois. Aussi ne se soucie-t-il guère de voir le P«C»F renforcer ses positions en mettant à profit le mouvement de lutte des travailleurs, et sa volonté d'y imposer son point de vue. La campagne de la CGT pour 3 millions d'adhérents, les actions propres de la CGT pensées au niveau confédéral, l'effort du P«C»F pour son implantation dans les entreprises, tout cela renvoie à la même volonté des révisionnistes d'être prêts le moment venu à dévoyer le mouvement d'ensemble des travailleurs vers les intérêts spécifiques du P«C»F au sein de la «gauche».

Voilà le fond, bien sordide, de la nouvelle querelle Ségué-Maire. Les travailleurs doivent en tirer une conclusion claire : l'offensive qu'ils préparent contre la bourgeoisie va affronter l'hostilité du PS, et les tentatives du P«C»F sous couvert de soutien et d'extension du mouvement à le subordonner à ses intérêts propres. Se démarquer déjà de ces partis bourgeois, refuser de faire les frais de la querelle PS-P«C», c'est une des conditions du succès de cette offensive.

LE TOUR DE FRANCE DE JACQUES PAPINSKY

A chacune des dates indiquées, Papinski participera à des réunions où seront discutés, en particulier, des problèmes de l'éducation nationale, de la fonction de cette «institution», et de la répression exercée contre les enseignants qui refusent de se prêter à cette fonction.

- Mercredi 14 avril Ecole Normale Sup. St Cloud
- Jeudi 15 Avril Laval (Mayenne)
- Mardi 20 Avril Ecole Normale de Douai
- Merc. 21 Avr. (A-M) Librairie «94» (Creil)
- Merc. 21 Avr. (soir) Arras
- Jeudi 22 et ven. 23 Nancy
- Et pour le 1^{er} Mai à la cartoucherie de Vincennes, pour la fête de Rebelles !

VILLE DE HOMÉCOURT
54310
19 MARS 1976

Canton de HOMÉCOURT
Arrondissement de Bény

Monsieur Jacques PAPINSKI
Boîte Postale n° 18

54310 - HOMÉCOURT
Aubourg
SAINT GERVAIS
33240 - SAINT ANDRÉ DE CUBZAC

CG/GV/DT-810

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, à la suite du jugement qui a été rendu le 1^{er} octobre 1975 et qui vous a été signifié, j'ai fait procéder, le mardi 16 mars, à la libération du logement que vous occupiez à l'Ecole Joliot-Curie, et conformément aux termes du dit jugement par la voie de Maître GLABAY, Huissier de Justice à BRIEY.

Je vous précise que tous vos effets personnels, mobiliers et autres, ont été nommés dans un local de l'Ecole Jean-Jaurès rue Pasteur à HOMÉCOURT.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, recevez, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le Maire,
Christian GROS-GEORGE

LUTTES OUVRIERES

LES LIP ENGAGENT LA POPULARISATION

Suite de la page 1

MILLET SUR LA SELLETTE

Sur la route de Dôle, une surprise, (on ne l'avait pas vu depuis un bon bout de temps) Millet, voilà Millet, le directeur général de l'usine, dans sa modeste R 5. (Il devait dire : «Par les temps qui courent, il n'a pas les moyens de s'en payer une plus grosse»). Evidemment,

l'entrée de l'usine, il se trouve à nouveau encerclé par une cinquantaine de travailleurs qui le somment de s'expliquer devant tout le monde et pas seulement avec les délégués. Le bureau où il s'est rendu est alors investi par un groupe de travailleurs. Il va s'expliquer devant les Lips. De ce côté là, ce que veulent les travailleurs, c'est dénon-

geoisie pour justifier l'intervention des flics, et être rendus responsables du dépôt de bilan. «Alors ? Quelle chanson allez-vous nous chanter aujourd'hui ?» C'est un peu le sens des questions posées. Millet : «Je ne suis pas là pour faire de la provocation, mais pour régler des affaires courantes. Je dois ouvrir un compte en

pense ! De qui se moque-t-on ?»

«ILS N'ONT PAS FINI DE NOUS ENTENDRE»

L'après-midi, trois nouvelles routes sont barrées. On diffuse les tracts avec détermination. Montrer que les Lips sont bien toujours les mêmes : «Tenez, vous le lirez, c'est sûr ?». Ce n'est pas rare que les véhicules s'arrêtent pour dire : «Vous avez raison, on est de tout cœur avec vous, ils veulent encore vous avoir, mais c'est pas possible d'accepter ça, mille emplois supprimés, c'est pas normal, c'est pas juste». Et de rappeler la situation de l'emploi qui se dégrade, et qui pose le même problème à des milliers de travailleurs.

En retrouvant les Lips à l'usine, on leur demande ce qu'ils pensent de la journée : «Ils jouent toujours à cache-cache, là en haut, on n'y comprend pas grand chose, on cherche à savoir. Mais ça va pas toujours durer. Aujourd'hui, notre action a été un succès. On va recommencer demain». Au-delà de cette certitude qui grandit qu'il va falloir mener une lutte longue, le sentiment qu'il ne faut pas non plus aller trop vite : «On s'organise, vous le savez. Ils n'ont pas fini de nous entendre, là-haut». Mais il s'agit de cerner la situation actuelle, ce qui la caractérise par rapport à la situation de 73 pour envisager la lutte en mettant tous nos atouts en jeu.

Gérard PRIVAT



les Lips l'arrêtent et le pressent de questions : «Qu'est-ce que vous venez faire ici ?», «Qu'est-ce que vous êtes capables de nous proposer ?». Pour toute réponse, un geste de mépris : Millet leur propose sa baguette de pain ! Arrivé à

cer les pouvoirs publics, les actionnaires de Lip, les accuser pour qu'ils en finissent avec leur partie de cache-cache. Le séquestrer ? Le mettre dehors ? Il n'en est pas encore question. Les ouvriers ne veulent pas donner d'arguments à la bour-

banque pour payer les fournisseurs». Et il ajoute «qu'il rend hommage à tous les efforts de sagesse et de compréhension des Lips pour sauver l'entreprise depuis deux ans». Ce à quoi les travailleurs répondent : «Oui et alors, c'est ça la récom-

Bourgogne-Électronique

DÉVELOPPER LES ACTIONS NÉCESSAIRES POUR GAGNER

Hier soir, les négociations n'ont rien donné. La direction est restée ferme sur les miettes qu'elle avait proposées. Une tendance au compromis s'est développée ensuite. De nombreux grévistes regrettaient l'absence de perspectives, le fait qu'on se soit cantonné exclusivement dans les négociations depuis dimanche soir. Il était clair que l'AG de mardi matin était décisive. «Allons nous reprendre avec des miettes ?» ou «Il n'est pas question de lâcher mais cela suppose de renforcer la mobilisation, de développer la popularisation», entendait-on. Mardi matin, jusqu'à la tenue de l'assemblée générale, l'ensemble des grévistes remontaient la pente, combattant les idées défaitistes, insistant sur la nécessité de faire le point de la situation en AG.

«Il n'est pas question de reprendre, on n'a pas fait tout ce qu'il était possible de faire, c'est maintenant qu'il faut y penser», entendait-on dans la cantine. Comme le remarquaient des ouvriers après, «c'est la première fois qu'il y a un échange aussi riche entre nous», «aux AG, on avait l'impression que c'était simplement des réu-

nions d'information». Ce qui ressort de cette AG, c'est la nécessité qu'il y a de renforcer la mobilisation, de développer largement la popularisation. En effet, le succès du gala de soutien pèsera lourd dans la balance contre la direction.

Malgré cela, la logique de la «négociation pour la négociation» est apparue. Il a été décidé de reprendre contact avec la direction pour d'autres propositions (qui sont en retrait avec le cahier de revendication du début sur les salaires). L'AG a voté sur cette proposition : une nouvelle rencontre avec la direction. Après l'AG, la discussion faisait apparaître plus clairement la nécessité de renforcer le rapport de force, la mobilisation supportant un travail d'explication, de faire des propositions allant dans le sens de la lutte. Les décisions qui ont été prises : collage, tracts pour le gala de soutien, la nécessité pour les grévistes de développer autour d'eux l'énergie nécessaire pour faire se développer l'action. Aujourd'hui et demain, il s'agit de renforcer ce courant, d'être vigilant par rapport à la tactique qu'il faut adapter à la négociation.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

JEAN FOYER CONDAMNÉ

L'ancien Garde des Sceaux, président de la Commission des lois de l'Assemblée Nationale, vient d'être condamné pour diffamation envers le Syndicat de la Magistrature à 1 000 F d'amende et 5 000 F de dommages et intérêts. Foyer avait publié un article dans le «Figaro» du 31 octobre 75 où il traitait le Syndicat de la Magistrature d'«Organisation syndicale gauchiste», véritable «Hiérarchie parallèle» qui pratique un noyautage systématique et organisé de la justice ! L'argumentation du Syndicat de la Magistrature a consisté à mettre en avant son rôle positif dans l'évolution de la justice, dans la mise en lumière de problèmes tels que les accidents de travail, etc...

Le tribunal a reproché entre autres à M. Foyer de s'être laissé aller malgré ses hautes fonctions à de tels propos ! Qu'à la même époque «France-Soir», le «Parisien» aient titré «Les juges scandaleux», «Le complot des juges rouges» ne dérange pas pour autant le tribunal.

LE PROCÈS DU MEURTRIER DE MOHAMED DIAB RENVOYÉ

Le sous-brigadier Marquet, meurtrier de Mohamed Diab, étant «excusé» pour raison médicale, la 11^e Chambre de la Cour d'Appel a renvoyé le procès au 27 avril. La partie civile ne cache pas sa colère devant cette nouvelle manœuvre. Il a fallu un an pour que Marquet soit inculpé, quatre ans pour qu'il passe en procès, sept mois pour qu'il passe en Appel et voilà qu'un simple certificat médical vient encore retarder l'affaire ! On se demande si l'assassin ira un jour en Assises !

ESSENCE

Trois centimes de hausse sur l'essence !

C'est André Coudreau, directeur du Service des Carburants qui nous le promet pour la première quinzaine de mai. Après les services, les produits alimentaires, l'essence : la reprise redémarre sec !

CONTRE LA RÉPRESSION, SOYONS A L'OFFENSIVE !

VILLENEUVE LA GARENNE

Agression au revolver contre un délégué CGT

Oui, l'endroit n'est pas sûr, surtout quand vous êtes ouvrier... immigré... et de surcroît délégué syndical dans une boîte perdue au milieu d'une zone industrielle de la banlieue nord de Paris.

Aujourd'hui, Alfred Claudéon dans son lit d'hôpital est là pour en témoigner. Et pourtant, s'il est encore là, certains ont tout fait pour s'en débarrasser.

Il y a un mois, Alfred Claudéon, travailleur immigré, délégué syndical CGT de sa boîte (Teddington à Villeneuve) était victime d'une agression, blessé à la mâchoire, cela lui coûtait un arrêt de travail de plusieurs jours ; les agresseurs ?... inconnus !

Depuis lundi dernier, d'autres agresseurs (les mêmes ?) lui font risquer bien autre chose qu'un arrêt de travail... la mort ! Ces individus ont pris la

fuite après l'avoir blessé de plusieurs balles de revolver tirées à bout portant.

Emmené d'urgence, c'est à «Louis Mourier», à Colombes, qu'Alfred Claudéon a été opéré, et où maintenant, il git dans son lit, truffé de tubes de plastique.

Quand nous sommes allés le voir, il était encore inconscient ; l'avis des infirmières sur son état ? : «On l'a opéré d'une grave blessure au ventre, provoquée par quatre balles de revolver. Maintenant, il faut attendre...»

Déjà, en janvier, lors d'une grève à l'usine Teddington, à Villeneuve, un travailleur avait été blessé par un commando dirigé par l'un des patrons.

Il existe en effet des patrons qui ont des méthodes bien spéciales pour contrer les travailleurs quand ceux-ci s'organisent et luttent.

CABLES DE LYON - CLICHY : «LA RÉPRESSION; NOUS L'ÉCRASERONS !»

Hier matin, la section CGT des Câbles de Lyon de Clichy appelait à une manifestation contre la répression qui frappe l'ensemble des travailleurs des Câbles et, en particulier, un délégué et deux militants syndicaux CGT (cf. Appel au soutien dans QdP de lundi).

10 heures du matin devant les portes des Câbles : plusieurs centaines d'ouvriers de l'usine, d'autres ouvriers des usines de Clichy, Levallois, Gennevilliers, partent en cortège dans Clichy ; peu après, ils sont rejoints par plusieurs centaines d'étudiants de la faculté de Nanterre en grève. Au total, près d'un millier de personnes vont parcourir pendant deux heures les rues de Clichy : «Non à la répression, oui aux revendications !». «La répression, nous l'écraserons !».

Une manifestation très combative, comme l'annonce la banderole de tête : «Contre la répression, soyons à l'offensive !». Une manifestation qui dénonce le caractère de classe de la justice : «A bas la justice de classe, c'est les patrons qu'il faut condamner !» lit-on sur une banderole. Une manifestation qui marque aussi la volonté des étudiants de se mettre au service des travailleurs. Ils ont

tenir leurs luttes : «Ni chômeurs, ni cadres au service des patrons», «Ouvriers, étudiants, solidarité !» seront souvent repris par l'ensemble du cortège.

Devant la mairie, on s'attendait à rencontrer d'autres travailleurs des usines de Clichy : personne, mis à part quelques délégués et permanents du PCF autour d'une voiture-sono. Beau travail, pour ceux qui prétendent défendre les libertés... mais qui veulent isoler les travailleurs lorsqu'il s'agit de s'opposer à la répression syndicale. Mal leur a pris d'avoir voulu récupérer un mégaphone pour lancer un «Union, action, programme commun» repris par personne !

La manifestation est repartie en direction de l'usine, toujours aussi combative. Devant les portes, le délégué Raboutet expliquera «les étudiants aujourd'hui ne doivent pas devenir ces cadres qui, à l'usine, assignent les travailleurs en justice».

Pas un seul licenciement !
Pas de condamnations !
Les travailleurs des Câbles vaincront !

Corr. Gennevilliers

LUTTES OUVRIERES

UN PREMIER BILAN DES GREVES A LA SAVIEM

Nos camarades de la cellule Saviem du PCR (ml) nous ont fait parvenir ce premier bilan des grèves sectorielles qui se sont déroulées récemment pendant près d'un mois dans leur entreprise.

Les questions qui y sont soulevées : Comment les travailleurs perçoivent-ils la politique répressive de la bourgeoisie comme obstacle à l'aboutissement des luttes ? Quelle est l'attitude des directions syndicales face à l'aspiration de la classe ouvrière à une offensive d'ensemble ? Quelles contradictions commencent à naître entre ces directions et les aspirations des travailleurs à un mouvement d'ensemble pour leurs revendications ?

Toutes ces questions qui sont aussi celles des travailleurs de la SNAV à Lyon, des fonderies à Renault-Billancourt doivent être débattues aujourd'hui... Ce débat, nos camarades de Saviem ont commencé de l'approfondir en convoquant une réunion publique.

«POUR ALLER PLUS LOIN»

Il y a quelques semaines, plus de 200 travailleurs de l'usine ont fait trois semaines de grève illimitée et l'habillage moteur, deux semaines. Ces mouvements ont montré une volonté de lutte à Saviem qu'on n'avait pas vue depuis deux ans. Incontestablement, une brèche a été ouverte dans le chantage à la crise que le patron nous a imposé en 1975. Pourtant, ces mouvements ont été soit des demi-victoires, soit des échecs sur le plan revendicatif. Pourquoi ?

Deux questions se posent :
- Pourquoi les secteurs en lutte se sont-ils battus les uns après les autres sans étroite coordination ?
- Pourquoi ces mouvements ne se sont-ils pas étendus à toute l'usine ?

LE POIDS DE LA CRISE

Il a pesé encore sur certains. Des ouvriers de la mécanique disaient : «L'année dernière, il n'y avait pas de travail en mécanique, on nous a envoyés faire des boulots dégueulasses dans d'autres secteurs. Maintenant, il y a un peu de travail, c'est peut-être pas le moment d'agir». Sans compter les pressions du patron sur des ouvriers combattifs : «Tenez-vous tranquilles, vous êtes sur la liste des augmentations individuelles». Ou bien, c'était le contremaître qui appelait un gars pour lui dire : «Vous êtes sur la liste pour passer P 1 enrichi, alors...»

LE POIDS DES IDÉES FAUSSES FACE À LA RÉPRESSION

Le patron a répondu par la répression à la lutte des travailleurs : lock-out à la gamme basse pour tenter de diviser les gars, déménagement de montages à l'extérieur de l'usine, envoi de pièces à l'extérieur, tentative d'implanter le syndicat fasciste patronal CFT. Face à cette répression rapide et brutale, les gars ont dit : «Le patron est prêt à tout pour briser

la lutte, peut-on s'opposer à cette répression ?»

Mais tout cela ne suffit pas à expliquer pourquoi le mouvement de grève illimitée ne s'est pas étendu à toute l'usine.

LE RÔLE DES DIRECTIONS SYNDICALES

Depuis la grève de 74, une méfiance s'est installée chez les travailleurs contre les directions syndicales, ce qui s'est manifesté par une nette diminution du nombre de syndiqués. Beaucoup de gars se disent aujourd'hui : «Engager la lutte, d'accord, mais, est-ce que les directions syndicales sont capables de nous mener à la victoire ?» Dans les mouvements de février, les directions syndicales CGT-CFDT ont cantonné les actions par secteurs (pétitions par secteurs), s'opposant au défilé des gars dans l'usine pour mobiliser les hésitants. Elles n'ont appelé à un meeting central sur toute l'usine qu'après 15 jours de grève illimitée des secteurs en lutte. Certains dirigeants syndicaux disaient : «Si les gars veulent lutter, on les soutient, mais il faut faire attention, les actions ne doivent pas aller trop loin, les élections de délégués approchent».

MALGRÉ CELA, LES TRAVAILLEURS ONT PRIS LES CHOSES EN MAINS

Les secteurs en grève illimitée se sont donc retrouvés isolés. Au traitement thermique, par exemple, les gars, méfiants par rapport à la direction des syndicats qui ne voulait pas étendre la lutte, ont pris eux-mêmes les choses en mains pour bien garder le contrôle du mouvement. Les gars faisaient les traçs eux-mêmes, faisant des collectes devant les super-marchés et des distributions de nourriture aux grévistes, en s'organisant dans les ateliers pour faire face aux pressions et aux menaces des chefs sur les plus hésitants. Le PCR a soutenu ces initiatives et a organisé quatre heures de solidarité pour les grévistes auxquelles

une vingtaine d'entre eux ont participé. A l'initiative du PCR, une caisse d'entraide s'est constituée à laquelle une dizaine de femmes de grévistes ont participé. Elles ont organisé des distributions de nourriture, des délégations aux HLM et à l'EDF. C'est la première fois à Saviem que des femmes de grévistes s'associent aux luttes de leurs maris.

À L'ISSUE DE CES MOUVEMENTS, QUEL BILAN ?

- Tout d'abord ce qu'il y a eu de positif : «Au traitement thermique, l'unité qui s'est construite pendant trois semaines de grève est encore présente». Les ouvriers disaient : «Aujourd'hui, nous sommes une force dont les chefs ont

peur. Maintenant, nous nous connaissons, il y a une ambiance qu'il n'y avait jamais eu».

Mais des questions ont été rencontrées dans la lutte qui n'ont pas été résolues :

- La coordination avec les grévistes des autres secteurs et avec les entreprises où des pièces avaient été envoyées ne s'est pas faite.

- Par rapport à la répression, il y a eu des hésitations à dépasser la légalité bourgeoise : a-t-on le droit de circuler dans l'usine pour joindre les autres secteurs ? A-t-on le droit d'empêcher les montages de quitter l'usine ? Il faut dire que les directions syndicales s'opposaient à toute forme d'action dure sous prétexte que ça couperait les grévistes... des autres travailleurs. Dans les équipes d'après-midi, au traitement thermique, une dizaine d'ouvriers voulaient aller à l'ORTF pour imposer un communiqué ; les gars se sont adressés à un délégué qui leur a dit : «Vous êtes fous, vous allez vous faire chasser par les CRS».

Par rapport aux syndicats, les grévistes du traitement qui voyaient les directions syndicales s'opposer à l'élargissement du mouvement ont voulu prendre leur lutte en main et c'est très positif. Mais en restant en dehors des syndicats, ils n'ont pas combattu le défaitisme et les idées légalistes des directions syndicales qui ont eu toute liberté pour manœuvrer et les isoler.

Une des leçons de la grève : c'est qu'il faut prendre en mains nos luttes et en garder le contrôle, mais il faut aussi que les ouvriers combattifs rentrent dans les syndicats CGT ou CFDT pour mener la lutte à l'intérieur contre la ligne du P(C)F dans la CGT, la ligne du PS dans la CFDT, lignes de capitulation, pour reprendre en mains nos syndicats et y imposer la voie de la lutte.

POUR ALLER PLUS LOIN

Les camarades de Saviem ont commencé à quelques-uns ce bilan. Ils se proposent de l'approfondir en discutant des questions suivantes : comment faire reculer la bourgeoisie aujourd'hui ? Comment faire face à la politique de répression ? Comment préparer un mouvement d'ensemble de toute la classe ouvrière ? Pourquoi les directions syndicales s'opposent-elles à l'élargissement des luttes autour des noyaux combattifs ? Comment se battre à l'intérieur des syndicats ? Comment venir à bout de ce système pourri qu'est le capitalisme ?

Cellule Saviem (Caen) du PCR (ml)



Hôpital St Antoine Paris

L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS HOSPITALIERS ET DES CHÔMEURS SE CONSTRUIT

Lundi 12 avril, à l'initiative de la section CFDT de l'hôpital St-Antoine avait lieu une assemblée générale du personnel sur le problème de l'embauche.

Le bilan des cahiers de revendications qui ont circulé dans tout l'hôpital depuis maintenant un mois a été tiré : oui, il manque du personnel dans tous les services !

Après l'intervention d'un représentant de l'UL-CFDT du 12^e, l'intervention des représentants du Comité de Lutte Contre le Chômage fut très bien accueillie par le personnel. Les mille signatures de soutien à la pétition pour l'ouverture de l'embauche, rassemblées sur le quartier par les chômeurs, les témoignages de malades habitant sur le quartier pour dénoncer la détérioration des soins à St-Antoine ont suscité un débat parmi le per-

sonnel : « nous savons qu'à la maternité et dans certains services de médecine, il y a des malades mal soignés, c'est à nous de le dénoncer ».

Le problème de l'unité chômeurs - hospitaliers - malades a été envisagé comme un moyen concret de lutte pour exiger l'ouverture de l'embauche. Une première action des hospitaliers a démarré hier à St-Antoine contre la répression : à l'initiative de la section CFDT, des travailleurs hospitaliers se relayaient depuis le matin pour s'opposer à l'expulsion d'un agent hospitalier logé dans l'hôpital, en occupant sa chambre.

Les élèves sages-femmes en grève depuis cinq jours sont venues populariser leur lutte lors de l'assemblée générale ; elles ont dénoncé le rôle de bouche-trous qu'on veut leur faire jouer pour

remplacer le personnel absent, ainsi que la mauvaise qualité des soins prodigués aux malades.

A la fin de la réunion, les participants se sont rendus chez le directeur pour montrer leur détermination à poursuivre la mobilisation et à engager l'action sur le problème de l'embauche. Pour le directeur de St-Antoine, malgré les chiffres et les témoignages de travailleurs, il n'y a pas manque de personnel, il y aurait plutôt manque... de malades !

● Les travailleurs de l'entreprise Joffermez (menuiserie) sont en lutte depuis la journée de jeudi. Ils réclament la suppression du salaire au rendement et l'égalité des salaires avec le siège social qui se trouve à Annecy.

« Aujourd'hui, affirme-t-il, sur 1350 lits, 1100 seulement sont occupés ».

Seule l'unité des travailleurs hospitaliers, des malades et des chômeurs par de multiples actions sur l'hôpital, par la grève, pourra résoudre le problème de l'embauche et des conditions de travail. Pendant la semaine qui vient, des assemblées générales par service seront organisées. Le Comité de Lutte Contre le Chômage y participera.

cor. St-Antoine Paris

● Rue de Rivoli, au BHV, des travailleurs du service « technique » ont dernièrement effectué un débrayage pour imposer la réintégration de l'un de leurs camarades que le patron ne veut pas reprendre après le service militaire.

SNCF (LES AUBRAIS-ORLÉANS)

«LA TOURNÉE DES POPOTES»

Les deux fédérations cheminotes tentent actuellement de faire approuver par les travailleurs leur bilan de la dernière action. Mais ceux-ci refusent leurs explications embarrassées. Une permanente fédérale CGT faisait, la semaine dernière, la « tournée des popotes ». A l'assemblée générale convoquée pour cette occasion, ce n'est qu'une cinquantaine de syndiqués qui étaient présents. L'accent fut mis surtout sur la campagne pour les trois millions d'adhérents et la diffusion de la V.O. Les questions posées sur la grève et son échec ont été rapidement éludées. Mais comme le disaient plusieurs copains de la CGT : « On n'est pas convaincus. C'est pendant la grève qu'elle aurait dû descendre pour s'expliquer avec nous ».

D'autre part, l'analyse de la Fédération CFDT à propos de la grève a fait l'unanimité contre elle, la presque totalité du bureau - moins une voix - ayant voté contre. La solution de sagesse (en clair : briser la grève) adoptée par la Fédé CFDT aurait été dictée, en partie, par l'action néfaste de groupes révolutionnaires (!!). Ces explications n'ont pas été approuvées par les cheminots qui commencent à en tirer de précieux enseignements pour les luttes futures.

cor. SNCF-Les Aubrais

● Les 25 travailleurs de l'entreprise «La Chaillotie» à Corlay, (Abattoirs de dindes) sont rentrés en lutte, sur les salaires.

ETUDIANTS VINCENNES LE DEBAT S'ENGAGE

Vincennes occupe une place particulière dans le système universitaire. Au lendemain de 1968, le pouvoir en mettant en place «une université expérimentale» a cherché à créer un abcès de fixation pour tous ceux qui, professeurs ou étudiants, cherchaient à maintenir après le mouvement, un enseignement critiqué.

Au fil des années, Vincennes a acquis, surtout à l'étranger, la réputation d'une université d'avant-garde, Macchiocchi, Marcuse y sont venus, un grand nombre d'étudiants étrangers suivent des cours à Vincennes. Le P.C.F., qui dirige le conseil d'université, y cherche un label culturel, d'esprit d'ouverture. C'est un visage de plus en plus terni par sa gestion bien capitaliste et par l'autre face qu'il nous donne à contempler à Villetaneuse, où il a été à l'avant-garde de la mise en place des maîtrises des sciences et techniques en relation avec le patronat.

UN DEBAT QUI S'ENGAGE ...ENFIN !

Le mouvement à Vincennes n'a débuté qu'au lendemain des vacances de Pâques. Dès la première assemblée générale, s'engage une discussion significative. Les uns veulent une grève immédiate alors que d'autres insistent sur la nécessité d'un débat de fond préalable sur la réforme, avec des groupes d'étude et de critique mis en place dans le cadre même des unités d'enseignement.

La première solution passe, avec pour conséquence, durant toute la semaine, une grande confusion sur les orientations à prendre, une absence totale de débat de fond car les moyens n'en ont pas été pris. Les assemblées succèdent aux manifs, les manipulations s'organisent grâce à l'absence de point de vue clair. Peu à peu la fac se vide.

La préparation de la coordination d'Amiens fournit l'occasion d'une première discussion, et un premier clivage.

En effet, la motion proposée et adoptée insiste sur trois points : la nécessité de construire un mouvement fort et de longue haleine ; la nécessité de développer un débat de fond sur la politique scolaire de la bourgeoisie (Haby, Royer, Soisson) liée à la restructuration de crise au niveau de l'ensemble de la société ; enfin sur la liaison à construire avec les luttes ouvrières, il est souligné qu'il n'est pas question de se placer au train des confédérations syndicales mais qu'il faut soutenir concrètement, directement les usines en lutte.

Seule, l'UNEF, au nom de la représentativité syndicale, refuse de voter cette motion, elle n'obtient aucun mandat. Quant aux trotskystes, ils sont plus subtils, ils la votent... mais, à la coordination d'Amiens, ils s'alignent sur la motion réformiste de Villetaneuse. Ce qui était en jeu c'était de savoir si l'on allait entraîner le mouvement dans la voie du programme commun ; la première réponse a été positive mais il restait à mettre en place les moyens d'approfondissement du débat politique qui s'amorçait.

Lundi, se constitue un comité de grève, une série de forums est prévue : sur l'immigration, sur le marché de l'emploi et l'école, sur Lip (revue de presse et prévision d'une journée Lip), sur le

Liban, etc... ; enfin jeudi, aura lieu une journée sur la Palestine, il y aura certainement une journée paysans-travailleurs.

Maintenant, il va falloir remonter la pente, renforcer l'orientation révolutionnaire en impulsant le débat de fond, c'est la condition pour

remobiliser, sinon il sera impossible de faire face aux diverses tentatives pour orienter le mouvement dans le sillage du programme commun, notamment par la manifestation syndicale de demain, il sera impossible également de déjouer les manœuvres du PCF.



SUITE DE LA PAGE UNE

Une chose reste claire d'hier : la réforme n'a pas été remise en cause : pour l'UNEF Soufflot il faut que tout le monde soit d'accord pour son application ; pour la FEN, il faut refaire une

circulaire d'application. Si c'est le signe d'un certain recul, c'est seulement dans la mesure où la bourgeoisie a peur d'un développement révolutionnaire de cette lutte avec les travailleurs.

DEPUIS LA GRÈVE, LA FACULTÉ DE CLIGNANCOURT EST FERMÉE

L'administration de Paris-Sorbonne, fidèle à sa réputation entend faire preuve de fermeté... Hier matin, les étudiants de Clignancourt décident de reprendre possession de la fac pour y organiser la grève : ce qui est fait vers 12 H.

Mais très vite les CRS arrivent accompagnés d'administrateurs de la fac qui se chargent d'effectuer les «sommations d'usage» et de fouiller eux-mêmes certains étudiants : une fois de plus, c'est manu militari que la fac est vidée de ses étudiants !

Une telle rapidité d'intervention s'explique fort bien : des papiers permettant à la police d'intervenir librement ont été retrouvés, pour ne pas perdre de temps en «formalités», ils étaient déjà tapés, signés et datés du 13... et du jeudi 14 avril au cas où ! D'autres sont-ils déjà prêts ?

Quoi qu'il en soit, la lutte continue à la Sorbonne où l'Assemblée Générale a décidé d'organiser les commissions prévues : popularisation, bilan de la coordination d'Amiens...

UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE
(LETTRES ET SCIENCES)
1, rue Victor Cousin - PARIS
PLAT DE LA SORBONNE

Le 14 avril 1970

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE

Vu l'article 27 de la loi d'orientation de l'Enseignement Supérieur,
 Vu le décret n° 71-66 du 27 janvier 1971 relatif à l'ordre dans les locaux et courtes universitaires, notamment les articles 1, 3, 6, 10 et 11,
 Vu les statuts de l'Université de Paris-Sorbonne, notamment les articles 28 et 29,
 Vu la lettre rectoriale du 18 juillet 1971 adressée à l'Université de Paris-Sorbonne la Centre Universitaire de Clignancourt,

ARRÊTE

Article unique

La Force Publique est requise d'assurer la protection du Centre de Clignancourt contre toute tentative d'occupation en sa dénomination et de pénétrer à l'intérieur du Centre Universitaire afin de porter secours à personnes en danger et y exécuter des missions d'ordre conformément aux directives qui lui seront données par le Président de l'Université, V. Raymond POLIN ou ses représentants, M. CLAVELLE, Directeur du Centre de Clignancourt, LEBLANC, adjoint au Directeur du Centre, SARRIÈRE, Secrétaire Général de l'Université, de GARCONNE, administrateur du Centre.

Le Président de l'Université,
 par délégation,
 Pierre-Georges CASTEX Jean MORAUD

INFORMATIONS GENERALES

CLÉRIEUX :

5000 TRAVAILLEURS EXIGENT JUSTICE POUR LES 5 OUVRIÈRES ASSASSINÉES

Lundi, avait lieu à Clérier les obsèques de quatre des cinq ouvrières tuées dans l'explosion d'un atelier de la cartoucherie MGM. Dans ce village de la Drôme, entre Tain l'Hermitage et Romans, étaient rassemblés plusieurs milliers de personnes, peut-être 5 000, peut-être plus. Toute la population du village et en particulier les jeunes (les ouvrières assassinées avaient 20 ans). Beaucoup d'agriculteurs et également des ouvriers de toute la région. L'UL-CGT de Romans appelait à un débrayage général à l'heure des obsèques.

«Ici, les femmes n'ont pas d'autre choix que d'aller se faire tuer, pour le SMIC». Dans la Drôme, il y a 6 500 chômeurs. A Clérier, il n'y a qu'une autre usine de chaussures. Elle

est passée en quelques années de 800 emplois à 200. La cartoucherie qui emploie 80 personnes (femmes) est une annexe de la Manufacture Générale de Valence, réputée pour les très mauvaises conditions de sécurité qui y règnent. Il y a encore eu un mort l'an dernier, à tel point qu'à Valence, plus personne ne veut y aller. Le patron est venu à Clérier chercher de la main d'œuvre à bon marché. «Pour nous c'est un crime», dit un syndicaliste CGT de Romans reprenant les positions des familles et des camarades de travail des ouvrières tuées. Même la presse locale n'avait pas pu le cacher, les explosions étant fréquentes ; le CHS était intervenu plusieurs fois. Le 7 avril, les ouvriers avaient débrayé une heure pour protester contre le manque de sécu-

rité. Lundi, 500 travailleurs de MGM ont défilé en silence dans les rues de Valence. Ils protestaient contre le salaire au rendement dans la cartoucherie. D'après la CGT, le stock d'amorces dépassait largement les normes de sécurité. Les ouvrières étaient en surnombre dans l'atelier. La responsabilité de la direction ne fait aucun doute. «Nous ferons tout pour faire un exemple, pour que ça ne se reproduise pas». Mais par quel moyen, peut-on s'en remettre à la justice. Un syndicaliste de Romans : «Quand on voit ce qui s'est passé pour les mineurs dans le Nord (à Liévin) on se pose des questions. Aujourd'hui, c'est les obsèques, nous n'allons pas rester sans rien faire !»

Corresp.

LE HAVRE : OROGIL

Quatre ouvriers brûlés, dont un gravement. C'est lundi vers 11 H que l'explosion s'est produite sur une unité d'Orogil (pétrosynthèse) du groupe Rhône-Poulenc, situé à Gonfreville l'Orcher près du Havre. L'explosion moins importante que celle survenue à Donges, la semaine précédente n'en a pas moins causé, pour trois mécaniciens du service d'entretien et un agent de maîtrise, des brûlures et une intoxication à des degrés différents, due aux inhalations de gaz. Depuis vendredi, cette unité qui fabrique des additifs sur lubrifiants était en arrêt technique et c'est au cours des réparations mécaniques que «l'accident» s'est produit. La direction d'Orogil s'est tout de suite dégagée de toute responsabilité, selon elle, cette unité mise en service, il y a six mois, a toujours fonctionné normalement. Il faut que le pentasulfure de

phosphore traité par cette unité se présente comme une poudre. Cette poudre est acheminée par un réacteur, grâce à un élévateur à godets, le tout dans une colonne close. Ce produit, très dangereux, doit être traité dans une atmosphère inerte (sans azote) afin d'éviter toute réaction chimique risquant de provoquer des explosions. «Manque d'étanchéité de la colonne ?», la direction s'est empressée de mettre en accusation les mécaniciens victimes, en affirmant que l'arrivée d'air frais (causée par l'ouverture des trappes lors des vérifications) mélangé à l'azote est la cause de l'explosion. Une enquête officielle a débuté. Les experts ingénieurs, aidés par le juge d'instruction démentiront-ils les déclarations de la direction ? Cela reste à vérifier. En attendant, quatre ouvriers sont à l'hôpital du Havre, tous

brûlés au visage. L'un d'entre eux risque de perdre l'audition d'un côté, un autre présente des troubles rénaux. Il faut noter que le gaz incriminé dans l'explosion, l'hydrogène sulfuré, est le même qui est incriminé dans la mort de trois ouvriers à la Samaritaine, il y a un mois !

• TROIS COLLEURS D'AFFICHES DÉFÉRÉS DEVANT LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT

Trois militants ont été déférés devant la Cour de Sécurité de l'Etat, deux jours après avoir été interpellés lors d'un collage d'affiches à Lorient. Le juge Gallut les a inculpés de reconstitution de ligue dissoute.

Un seul a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

INTERNATIONAL

Tchad

ANNIVERSAIRE MOUVEMENTÉ

Alors qu'il célébrait les fêtes du premier anniversaire du coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir, le chef d'Etat actuel du Tchad, le général Malloum, a failli être victime d'un attentat : trois grenades lancées dans sa direction, et ont fait deux morts et dix blessés graves dans la tribune officielle. Le FROLINAT (Front de Libération Nationale du Tchad) aurait revendiqué l'attentat.

Quel que soit le motif de l'attentat, le fait est que le pouvoir du général semble très fragile. D'une part, le Front de Libération Nationale, FROLINAT, poursuit le combat contre lui. D'autre part, l'opération de «réconciliation nationale» lancée en direction des dissidents du genre Issène Habré n'a jusqu'à présent donné guère de résultats.

D'un autre côté, les différentes couches de la population urbaine sont entrées en conflit avec le pouvoir issu du coup d'Etat militaire. Les luttes ouvrières (dont huit «illégal»), notamment à l'entreprise Métallux, ont conduit le Conseil Supérieur Militaire à dissoudre en novembre 1975 le syndicat autorisé, l'UNATRAT, et à interdire toute grève ou ten-

tative de grève. La rentrée scolaire catastrophique a provoqué une série de conflits chez les lycéens : parti du sud-ouest, à Lai et Pala, le mouvement s'est étendu à la capitale N'djamena et dans tout le pays. Le retard (entre deux et trois mois) apporté au versement des salaires des fonctionnaires, crée un grand mécontentement dans cette couche. Les détenus eux-mêmes de la maison d'arrêt de N'djamena ont déposé un cahier de revendications et organisé une grève.

Venant s'ajouter à une résistance permanente des paysans à la culture obligatoire du coton au profit des trusts français, cet ensemble de luttes a placé le général Malloum et le Conseil Militaire dans une situation difficile.

Portugal

TOUT VA BIEN... POUR LES TRUSTS ÉTRANGERS

Il a enfin été promulgué ! Ce «code des investissements étrangers» qui a tant fait parler de lui au Portugal. L'été dernier, le parti socialiste s'était fait son champion : le but, officiellement proclamé, était de «rassurer» les capitalistes américains, anglais, allemands, et très secondairement français, qui détiennent entre leurs mains une grande part de l'industrie du pays.

Depuis de longs mois, ceux-ci ont en tout cas décidé de faire porter par leurs entreprises au Portugal l'essentiel du poids de leurs difficultés : l'incertitude politique créée par le mouvement des masses qui a suivi le renversement du fascisme venait s'ajouter aux hausses de salaires auxquelles la classe ouvrière les avait contraints. A ce tarif, les établis-

sements d'Amérique du Sud ou du Sud-Est Asiatique devenaient plus rentables. Résultat : aujourd'hui, par exemple, l'usine TIMEX, fabricant américain de montres où les travailleurs avaient mené de nombreuses luttes, ne travaille plus que trois jours par semaine, pour ne prendre qu'un exemple.

Désormais, si les résultats politiques du coup de droite du 25 novembre n'y suffisaient pas, ces messieurs peuvent être tranquilles : «C'est au-delà de toutes nos espérances», a déclaré un industriel américain. Effectivement, les seuls secteurs qui leur sont fermés sont ceux de la défense nationale, des banques, de l'assurance, de la publicité et des mass média. L'institut de l'investissement étranger ne pourra

s'opposer - si jamais l'idée lui en venait - à l'implantation d'une entreprise s'il ne s'est pas prononcé dans un délai de six mois. 12 % de l'investissement total pourront être rapatriés chaque année sans problème, le reste des bénéfices pouvant également l'être «selon la situation de la balance des paiements». Une garantie est donnée pour la propriété des étrangers, et des indemnités sont prévues en cas de nationalisation. La limite précédemment fixée à l'importance des investissements est supprimée.

Dans la course aux faveurs des différents impérialismes, qui a connu un éclairage assez sinistre avec la révélation des liens entre le général Spínola et la démocratie chrétienne allemande, le PS, actuellement dominant au sein de la coalition gouver-

nementale, cherche ainsi à se placer à la veille des élections. Cependant, les précédents gouvernements, au sein desquels le PCC occupait une place dominante, n'auront pas à jeter les hauts cris : alors que des nationalisations concernaient effectivement un certain nombre de monopoles portugais, pas un seul cheveu n'avait été touché aux intérêts impérialistes.

Entièrement désarticulée par ces investissements, qui la rendent dépendante des besoins de métropoles étrangères, l'économie portugaise n'a pu être redressée sur une base d'indépendance. Aujourd'hui, les mesures prises ne font qu'aggraver cette situation.

Jean LERMET

Italie

UN ENVOYE US A ROME

Kissinger vient d'envoyer à Rome un des principaux spécialistes des affaires européennes, de l'administration Ford. Les objectifs du négociateur américain sont de s'assurer qu'il est possible de redresser le parti démocrate chrétien, afin qu'une alliance entre lui et le Parti socialiste soit renouée. En retour, les Etats-Unis seraient prêts à avancer des fonds pour aider à surmonter la crise économique et financière de l'Italie. Hier encore, la lire baissait sur tous les marchés de change. Cette entreprise est une tentative pour empêcher la venue au pouvoir de membres du PCC.

L'Italie, c'est un peuple au cœur de la Méditerranée, qu'elle coupe en deux. Les navires de la VI^e flotte y trouvent autant de ports qu'ils veulent pour y faire relâche. La Sardaigne et la Sicile, les deux îles de l'Italie constituent des têtes de pont. Les bases militaires sont nombreuses, et les bagarres contre les marins américains ne sont pas rares. Des régions entières se sont opposées vigoureusement à la présence américaine, notamment la Sardaigne qui a commencé à être équipée en base en 1974. L'île de San Stefano abrite des sous-marins, et les Sardes accusent les Américains de vouloir transformer tout le nord de l'île en base militaire, notamment pour replier les unités qu'ils doivent retirer d'autres bases en Méditerranée. En effet jusqu'à aujourd'hui, non seulement l'Italie bénéficiait d'une position stratégique intéressante, mais en plus, elle offrait aux USA des possibilités très larges d'utilisation de ses ports. C'est pour conserver à tout prix ces facilités, alors que la concurrence se renforce dans toute la Méditerranée que les États Unis envisagent une intervention, pour redonner souffle à la démocratie chrétienne qui, depuis 1947, a perdu l'installation de la VI^e flotte dans les ports italiens.

L'OTAN, FORD ET LE PCI

«Si un gouvernement communiste devait arriver au pouvoir dans un pays de l'OTAN, cela apporterait un coup sérieux à la justification

seul mois de décembre 1975, après accord de Ford et de Kissinger, la CIA a versé plus de six millions de dollars aux différents partis bourgeois autres que le PCC.

A l'inverse, les partis révisionnistes échappent à cette étroite solidarité atlantique. Même si le PCI affiche une grande indépendance, il a des liens avec l'URSS. Notamment, il s'affirme comme un fervent défenseur de la politique de détente. Le PCI au pouvoir n'offrirait aucune des garanties politiques que les autres partis italiens qui se sont partagés le pouvoir depuis 1974 offrent. Leur présence même au gouvernement empêcherait le fonctionnement de l'organisation

En retour, que le parti révisionniste soit au pouvoir permettrait à l'URSS d'user de pressions multiples à l'égard du gouvernement, pour obtenir des avantages jusque là réservés aux seuls Américains.

La menace que veut conjurer Kissinger en intervenant si directement dans les affaires italiennes est une désintégration de l'OTAN.

Cependant, le mouvement auquel il cherche à s'opposer est très profond et l'impulsion de la démocratie chrétienne très avancée. Les choses vont vite et la décomposition du gouvernement Moro ne lui donnera peut-être pas la possibilité de

et à la raison d'être de l'OTAN», affirmait Ford à la fin de la semaine dernière. Cela, malgré les affirmations répétées du PCC qui «ne souhaite pas la sortie unilatérale de l'Italie de l'OTAN», comparables à celles du parti révisionniste portugais voici un an.



Berlinguer au Congrès du PCUS...

Pour les Américains, la venue au pouvoir des révisionnistes changerait tout. Dans toute l'Europe, l'OTAN repose sur un ensemble de partis politiques, des sociaux démocrates aux fascistes, qui se caractérisent par leur hostilité à l'URSS. Les États Unis ont largement contribué à les étoffer, notamment par les dollars de la CIA et également par les distributions de pots de vin par l'intermédiaire des firmes multinationales, mais surtout parce que les économies européennes étaient largement soumises aux USA. C'est éventail de partis recevant des fonds des USA se retrouve en Italie. Dans le

atlantique en tant qu'alliance militaire en mettant en danger les secrets de défense de l'OTAN.

ralentir en quoi que ce soit l'arrivée des révisionnistes au pouvoir.

G. Carrat

LA POSITION DES RÉVISIONNISTES ITALIENS

Enrico Berlinguer, chef du PCI, déclarait en février 1976 :

« Nous avons précisé au cours de notre dernier congrès et confirmé par la suite que le PCI ne souhaite pas la sortie unilatérale de l'Italie de l'OTAN ; une telle démarche serait en effet préjudiciable à la détente. En fait, c'est graduellement et par l'intermédiaire de la détente qu'il sera possible de dépasser définitivement les blocs militaires ».

Le parti révisionniste est un partisan zélé de la détente, et c'est pour la mettre en œuvre qu'il veut que l'Italie reste à l'OTAN s'il vient au pouvoir. Les soviétiques ne peuvent que s'en réjouir quand la détente jusqu'à aujourd'hui leur a largement profité, leur permettant notamment de gagner, sans coup férir, une place importante en Méditerranée, où leur flotte dépasse même celle des américains.

Vague d'arrestations au Pays Basque



87 prisonniers ; c'est le bilan de la grande rafle opérée par la police espagnole après la découverte du cadavre d'un industriel enlevé par ETA. Tout le pays basque était en état de siège pendant que les policiers perquisitionnaient. Sur notre photo, trois des emprisonnés, accusés d'être membres du commando qui a enlevé l'industriel. De gauche à droite : José Ahega Aguirre, José Ignacio Egana Aristi, José Aldalur Arocena.

en bref...

● GUINÉE BISSAU : Le gouvernement de Bissau a décidé de confisquer les biens acquis par les anciens colons et administrateurs coloniaux par le moyen du «travail forcé».

● SAHARA : Selon le journal espagnol «Cambio 16», il se confirmerait que le colonel Dlimi, chef de l'intervention marocaine au Sahara occidental, aurait été blessé au cours d'un engagement avec le Front Polisario : il n'a pas réapparu en public depuis le trois mars, non plus que son adjoint Othmane.

en bref...

● LAOS : Parlant à la radio, le ministre de l'information Sisana Sisane a annoncé une campagne d'assainissement contre les perversions laissées derrière elle par l'intervention américaine, telles que la drogue, la prostitution, le jeu, etc...

● CHYPRE : Des milliers de chypriotes grecs ont manifesté devant l'ambassade US contre le nouveau traité militaire liant les États-Unis et la Turquie. Ils ont détruit les rangs de fil de fer barbelé qui protégeaient l'édifice, et se sont heurtés violemment aux centaines de policiers mobilisés pour le garder.

INTERNATIONAL

LIBAN INTERVENTION SYRIENNE MENACES SIONISTES

Les forces syriennes sont intervenues au Liban. Joumblatt annonce qu'il y a environ 6 000 soldats et des blindés syriens, à environ 30 kms de Beyrouth. A Beyrouth, la Saïka (organisation pro-syrienne dans l'OLP) fait le blocus du quartier-ouest, contrôlé par les forces patriotiques.

Zaheir Mohseir, chef de la Saïka, parle de «dégager la ville de Zahlé» (dans la Bekaa), c'est-à-dire de lutter contre la présence des forces patriotiques dans cette ville à majorité chrétienne et Hafez-al-Assad, le président syrien a déclaré que les Syriens sont «prêts à faire mouvement vers le Liban afin de défendre tous les opprimés, sans distinction de religion».

Ces surprenantes déclarations «d'aide aux chrétiens» par lesquelles Damas justifie son intervention, n'expliquent pourtant pas le blocus du quartier-ouest de Beyrouth (contrôlé par les forces patriotiques) par la Saïka, ni les attaques de Zoheir Mohsen contre l'armée du Liban arabe, et contre le F.P.L.P., ni les critiques qu'il adresse à Yasser Arafat.

Zoheir Mohsen affirme par exemple que la dernière bataille engagée par les forces patriotiques est confessionnelle alors que c'est une des batailles qui a mis en échec la partition et a été la moins confessionnelle depuis la bataille de Zahlé en août dernier.

Les combats confessionnels ont eu lieu avant mais dans la dernière bataille, il s'agissait de liquider les forces patriotiques des Phalanges.

Au moment de cette intervention de plus en plus marquée de la Syrie, Abou Ayad, du Comité Central de Fath accuse l'envoyé américain, Dean Brown de chercher la liquidation de la Résistance Palestinienne, du mouvement patriotique libanais et l'affaiblissement de la Syrie en tant que force de lutte contre l'Etat sioniste.



ISRAËL MENACE

Mais un danger aussi grave menace le Liban et la Syrie en même temps : c'est l'Etat sioniste. Celui-ci a la prétention de dicter à la Syrie son attitude au Liban. Il menace d'intervenir au Liban si la Syrie dépasse la ligne du fleuve Litani, qui se trouve à une cinquantaine de kilomètres de la frontière liba-

no-sioniste. Ainsi, les sionistes s'arrogent un droit sur les terres libanaises. Même si les forces patriotiques s'opposent à l'intervention armée de la Syrie au Liban, elles lutteront avant tout contre leur principal ennemi, qui est l'Etat sioniste et elles souhaitent que la Syrie dirige plutôt ses forces contre cet ennemi plutôt que contre ses alliés.

Sionisme et apartheid

Au cours de son voyage, parfaitement officiel, en Palestine occupée, le premier ministre raciste sud-africain, accompagné de son ministre des affaires étrangères et d'une nombreuse suite, a notamment visité le port de Charm el Cheik, occupé depuis 1967 par Israël. Sa visite aux industries d'armement et d'aéronautique israéliennes laisse supposer le développement à venir d'une collaboration militaire entre le sionisme et l'Afrique du Sud raciste.

Cisjordanie occupée

UN VOTE CONTRE L'OCCUPATION

Une large majorité des Palestiniens de Cisjordanie occupée ont voté pour des candidats opposés à l'occupation israélienne. La campagne électorale qui s'est poursuivie même pendant la journée du vote a été l'occasion d'une intense activité politique. Plus de 72 % des électeurs ont participé au vote. Dans les villes comme Naplouse ou el Khalil (Hebron), les notables qui étaient favorables à la collaboration avec l'occupation sioniste se sont fait éliminer. Ainsi cette élection a marqué un tournant en rendant plus difficile la collaboration.

Cependant, affirment les Israéliens «ces territoires resteront sous juridiction israélienne jusqu'à ce que le gouvernement israélien en décide autrement». Ce qui signifie que les résultats même des élections peuvent être rendus pratiquement nuls par le gouverneur militaire. L'administration militaire a le droit de choisir la personnalité qui sera maire et même de la nommer en dehors des candidats

aux élections. Ainsi à Hébron, on parle déjà de l'éventualité de la nomination de l'ancien maire qui ne s'était pas représenté de peur de n'être pas élu. Le projet de mettre en place une administration autonome pour maintenir l'occupation par le biais de conseils municipaux sera d'autant plus difficile à appliquer, que les collaborateurs sont sans appui.

Ainsi, il est évident que ce n'est pas par les élections que les Palestiniens mettront fin à l'occupation israélienne. Cependant, celles-ci ont permis de mettre en évidence l'isolement des notables collaborateurs, de montrer qu'ils ne peuvent rien décider au nom du peuple palestinien. Au lendemain de la journée de la terre, elles ont été l'occasion d'une intense activité politique au cours de laquelle les Palestiniens ont pu réaffirmer ce qu'est leur aspiration : la libération de leur patrie. Ce n'est qu'une forme et une étape du combat qui, on le sait aujourd'hui embrasse tout le peuple palestinien.

La résistance et les forces patriotiques prennent position

Un rassemblement a eu lieu à Beyrouth à l'initiative de l'OLP, pour l'anniversaire de l'assassinat des trois dirigeants de la Résistance Palestinienne : Youssef Najjar, Kamal Adouan et Kamal Nasser.

A ce rassemblement, Yasser Arafat, Abou Ayad, Al-Khatib (chef de l'armée du Liban Arabe) et un représentant des Mourabitoun (nasériens indépendants), Samir Sabbagh, ont pris la parole. Au cours de ce rassemblement, la solidarité libano-palestinienne a été nettement affirmée. Abou Ayad a parlé au nom de la Révolution Palestinienne :

«...Notre Révolution n'a jamais demandé son existence auprès d'aucun Etat (...). La valeur du Fath vient du fait qu'il n'accepte aucun englobement, Fath a été attaqué pendant dix ans par tous les moyens. Nous disons que Fath ne peut être acheté, ni vendu (...). Lorsque nos trois dirigeants ont été assassinés, à côté du lieu de leur assassinat, à vingt mètres, se trouvait une caserne de l'armée. Heureusement qu'à présent, elle est aux

mains de l'armée du Liban arabe. (...) Nous demandons au nom du peuple libanais et du peuple palestinien le départ immédiat de Dean Brown. Il dit qu'il ne veut pas nous rencontrer mais nous disons à M. Brown que nous ne voulons pas le rencontrer. (...) Nous ne permettons pas que M. Brown fasse du Liban une scène de lutte entre arabes. (...) Nous ne pouvons pas croire qu'un soldat syrien puisse tirer sur un arabe (...) Le complot de Brown est clair : il s'agit de liquider le mouvement patriotique libanais, la Résistance. (...) Nous disons que nous n'accepterons pas une lutte entre nous. (...) Nous serons les premiers dans la lutte aux côtés du peuple libanais pour la défense de sa souveraineté et pour l'indépendance du Liban.»

Ahmad Al-Khatib, chef de l'armée du Liban arabe : «Malgré tous les complots pour affaiblir la Résistance Palestinienne, nous lutterons pour qu'ils échouent. La scène libanaise ne sera pas une scène de lutte entre les arabes. Nous pensons que toutes les forces se tourneront vers leur ennemi comme c'est la volonté du peuple.»

Voici un an, le 13 avril 1975, un car transportant des Palestiniens revenait d'un rassemblement où se célébrait le 1^{er} anniversaire de l'opération de Khalsa (Kyriat-Shmoné) en Palestine. Il passe par le quartier de Ain-Remmaneh à Beyrouth. Il est arrêté et les passagers, une trentaine, sont massacrés froidement par les phalanges.

Ce n'est pas la première fois que le peuple palestinien est attaqué au Liban. Depuis que la Résistance Palestinienne y est présente, en 68, le régime libanais a toujours essayé de la liquider, avec l'aide américaine.

En 1969, les phalanges attaquent les camps palestiniens. Elles échouent. En 1973, c'est au tour de l'armée libanaise. Elle échoue aussi.

Depuis cet échec, les Etats-Unis préparent les phalanges à assurer ce rôle en les équipant d'un armement important.

Le massacre de Ain-Remmaneh a été réprouvé par tous les Libanais, musulmans et chrétiens. Le lendemain, la Résistance Palestinienne passe à l'attaque. Les quartiers-généraux des Phalanges sont attaqués. Pendant la première période, c'est la Résistance seule qui a affronté les Phalanges.

VERS LA BATAILLE «CONFESSIONNELLE»

Les partis de «gauche» n'étaient pas prêts à la bataille militaire. Ils ont ouvert un autre front de bataille : sur le plan politique. Ils se sont réunis avec les chefs traditionnels musulmans pour demander «l'isolement des Phalanges» du gouvernement. Ce mot d'ordre lancé par eux, a changé la situation. Il a provoqué des réactions confes-

sionnelles de la part des chrétiens maronites. Par «l'isolement des Phalanges», ils ont compris isolement des chrétiens. Ils se sont sentis attaqués par les partis de «gauche» et par les chefs traditionnels musulmans. C'est une des causes, la première, à avoir regroupé les chrétiens autour des Phalanges dans les quartiers à dominance chrétienne. Cette période a été marquée par la présence des francs-tireurs phalangistes et mercenaires et par les enlèvements confessionnels. Les Phalanges arrêtaient les gens suivant leur appartenance confessionnelle. Les principales batailles ont eu lieu entre Ain-Remmaneh, quartier tenu par les Phalanges et Chiah, tenu par les forces patriotiques.

000

La tentative de mettre en place un gouvernement militaire le 23 mai échoue. C'est le premier échec de faire intervenir l'armée aux côtés des Phalanges. Pour s'assurer le soutien des chrétiens dans tout le Liban, les Phalanges déplacent les combats : ils se déclenchent au centre (la Bekaa) et au Nord. Les batailles sont

UN AN DE CONFLIT

confessionnelles : des groupes armés chrétiens attaquent les villages musulmans. Mal préparée, la riposte sera quelquefois confessionnelle aussi.

(à suivre)

LES CONFESSIONS AU LIBAN

Les principales confessions au Liban sont les confessions chrétienne et musulmane.

La confession chrétienne :

- Les Maronites
- Les orthodoxes
- Les catholiques et autres groupes

La confession musulmane :

- Les Sunnites
- Les chiites
- Les Druzes.

La confession est inscrite sur la carte d'identité. Au Liban, pour avoir telle fonction, il faut être de telle confession.

Le mandat français a favorisé la confession maronite et celle-ci conserve encore des privilèges politiques.

QUI SONT LES PHALANGES ?

C'est un parti fondé en 1931 pendant le mandat français au Liban par Gemayel. Parti à caractère militaire, il est surtout implanté dans les milieux maronites, à la montagne. Liés à l'Occident, à la France puis aux Etats-Unis, les Phalanges s'opposent à l'intégration du Liban au monde arabe et pendant ces événements, elles ont même reçu des armes des sionistes.

REPORTAGE

BASSIN DES CÉVENNES :

par Robert RIVIÈRE

LES MINEURS REFUSENT LA FERMETURE DES PUIITS

Aujourd'hui, plusieurs délégations de mineurs vont se rendre au siège des Charbonnages de France afin de demander des comptes sur l'état actuel de la politique énergétique de la bourgeoisie qui condamne, un à un, les bassins miniers à la mort lente, jetant progressivement au chômage plusieurs milliers de mineurs... Faulquemont, Liévin... les mineurs ont montré la voie de la lutte pour contrer ces plans de liquidation des puits. C'est dans cette voie que s'engagent les mineurs du bassin des Cévennes. Notre correspondant Robert Rivière est allé enquêter parmi eux.

Depuis 1952-53 l'embauche a été arrêtée ; il y a une quinzaine d'années, le bassin regroupait 22 000 mineurs et aujourd'hui il n'y en a plus que 3 000 avec les ETAM, les ingénieurs et les mineurs de jour et de fond.

«Le 31 mars il y a eu une grève générale des mineurs et une opération ville-morte ; les commerçants ont diversement suivi : fermetures de 10 à 12 H à Alès et toute la journée à la Grand Combe. Ce jour-là, nous avons tenu une réunion avec le Directeur des Houillères

pour nous l'annoncer et rien de plus.

Nous avons donc appris qu'en 77 tout le bassin serait fermé, mais que l'exploitation du fond serait prolongée jusqu'en 79 ; pour l'exploitation à ciel ouvert, une rallonge serait possible aussi pour fin 79 mais rien de sûr. A partir du 3 juillet 76, il y aura des mises à la retraite pour les mineurs qui auront 30 ans de fond et pour ceux du jour il leur faudra 30 ans de service dont 10 ans de fond. Ces mesures toucheront environ 400 mineurs d'ici 79.

la moyenne d'âge du bassin est de 45 ans chez les mineurs et depuis 52-53, il n'y a aucun apport de sang nouveau, de jeunes, alors les vieux mineurs restent attachés à leur centrale syndicale qu'ils ont toujours eue.

Quotidien du Peuple : Après cette réunion du 31 mars, où en est la situation, quelles sont les perspectives ?

«Nous demandons une réunion de concertation avec les représentants du gouvernement et non pas avec des gars qui ne peuvent prendre aucune

droit à la retraite anticipée, alors pour tous les autres ils arrivent en fin de parcours, usés, fatigués, et beaucoup n'ont qu'un souci à deux pas de la retraite : tirer leur épingle du jeu.

«Il faut quand même bien dire une chose, m'explique un mineur âgé de plus de 50 ans, 22 ans de fond, la combativité des mineurs a été émoussée par des grandes luttes pour des augmentations de salaires en %, il y a un éventail hiérarchique scandaleux et il y a aussi plusieurs journées de grèves dont les buts n'ont

jamais été clairement expliqués et avec lesquelles nous sommes d'accord sur les raisons : nous avons fait un jour de grève à la mort de Staline, puis contre la guerre d'Indochine, d'Algérie, du Vietnam. C'est bien mais il faut en expliquer clairement les raisons sinon ça finit par démobiler.

«A la CFDT, nous nous battons pour obtenir l'uniformisation des avantages en nature et contre les augmentations en % pour tout le monde, les mineurs ne sont pas d'accord pour lutter pour que les ingé-

nieurs et tous les chefs touchent encore plus qu'eux. C'est pareil pour les grèves de 24 H qui sont toujours des grèves d'avertissement, ça finit par faire rire les patrons. Nous sommes pour une baisse de la production, un coulage des cadences ; mais la CGT n'est pas d'accord. Dans une grève de 24 H, le mineur perd sa journée plus sa prime de résultat égale à 16 % de sa journée, ils sont d'autant moins chauds pour une grève de 24 H car ils sentent que ça ne changera rien. Le 31 mars c'était différent, il s'agissait de montrer au directeur des Houillères, que les mineurs n'acceptaient pas la situation qui leur est faite».

QdP : En dehors de la mine quelles sont les autres activités ?

«Le sous-préfet nous a dit que la région alésienne est privilégiée et que tout allait bien alors qu'il y a 2 600 demandes d'emplois sur Alès et la région ! On nous a beaucoup parlé de reconversion et d'embauche par des entreprises qui devaient venir s'installer. En fait il y a eu beaucoup de «Joss Randal», de chasseurs de primes qui se sont installés quelques mois et sont partis après avoir empoché la prime comme «Les délices des Cévennes» ou les «Cables de Lyon» qui employent une centaine de personnes sur les 700 prévues.

Pour les jeunes, il faut une industrialisation complémentaire et valable c'est-à-dire qui crée des emplois définitifs.



Syndicat des Mineurs et Assimilés CFDT des Cévennes

Motion

décision et donc avec lesquels nous perdons notre temps. Le point de non retour est en fin 76, il faut aller très vite ; il faut 1 an à 18 mois de travaux préparatoires pour continuer l'exploitation des autres couches. Il reste des millions de tonnes de charbon».

QdP : Comment expliquez-vous, alors que l'échéance est très proche, qu'aucune lutte d'envergure ne se développe actuellement pour imposer une solution ?

CFDT : «Oui, c'est vrai, nous aussi nous ne saisissons pas bien pourquoi il n'y a pas de mobilisation, de mouvement important, il faut dire qu'en 79 il n'y aura plus que 800 mineurs qui n'auront pas

La Fédération Régionale des Mineurs CFDT des Cévennes, consciente de la gravité de la situation économique et énergétique du pays, ainsi que de la crise de l'emploi particulièrement aiguë dans notre région, réaffirme avec force ses positions.

Elle exige :

- dans un premier temps, le maintien en activité du Bassin, au moins dans sa structure actuelle ;
- Une politique dynamique d'embauchage ;
- la mise en chantier immédiate des travaux préparatoires au fond ;
- o une concertation entre les Charbonnages de France (CdF) et EdF pour l'utilisation maxima du charbon des Cévennes dans le domaine de la production d'électricité d'origine thermique.

La CFDT accuse une fois de plus les gouvernements successifs qui nous ont amenés à cette situation au mépris de toutes nos mises en gardes.

Elle condamne les directions qui se sont faites les complices de cette politique néfaste et qui s'acharnent à poursuivre leur but de récession alors que leur rôle devrait être la mise en valeur des richesses de notre sous-sol qui recèle encore des millions de tonnes de charbon.

Pour faire aboutir nos points de vue, il nous paraît indispensable qu'une réunion entre autorité de tutelle, CdF, partenaires sociaux et responsables locaux ait lieu dans les plus brefs délais.

Les travailleurs avec leurs organisations syndicales se battront pour conserver leur outil de travail et ils le prouveront.

Témoignage d'un mineur, 22 ans de fond

« Il y a deux ans, j'ai passé une expertise à Montpellier, j'étais en train de me rhabiller et je n'avais pas encore fermé la porte, le professeur faisait voir mes radios à un interne en disant que j'étais atteint à 10 %. J'ai reçu le résultat chez moi, me confirmant que je n'étais pas atteint. Je suis repassé l'an dernier et ils m'ont confirmé que je n'étais pas atteint alors que ça s'aggrave tous les jours. Cette année, j'y retourne ; s'ils me font toujours le même coup, je compte le faire savoir, j'enverrai tout ce qu'il faut à votre journal pour que tout le monde le sache. Et je ne suis pas seul dans ce cas. D'ailleurs, c'est malheureux de le dire, mais quand un mineur est reconnu de 25 ou 30 %, c'est qu'il va crever !

J'ai eu aussi un accident au rein et aujourd'hui, j'ai de fortes douleurs dues aux suites. Et bien pour eux, c'est de l'arthrose due à la vieillesse ! »

« La maîtrise ne peut même plus faire tourner la mine car il manque de l'embauche et elle fait aller à la taille des gars inaptes à la mine «pour donner un coup de main» ; en fait, le gars y passe plusieurs journées. »

du Centre-Midi, Mr De la Galanderie. Et ce Monsieur est tout simplement venu nous annoncer la mort du bassin avec le moins de douleur possible. Bien qu'il ait mis des gants pour nous annoncer la nouvelle, en essayant de ne pas nous heurter, il nous a quand même dit : «Je ne vous dirais que ce que je pourrais dire sinon je risque de perdre ma place» ; ce qui voulait dire en clair qu'il devait en savoir long sur la décision de la fermeture du bassin mais qu'il était mandaté

Nous pensons que nous aurions dû quitter la réunion dès que l'on a su que ces mesures ne pouvaient pas être discutées. Mais nous sommes restés par souci d'unité syndicale, il faut bien insister là-dessus».

Dans le bassin, la CFDT est jeune, elle est derrière la CGT très puissante et la CFTC en perte de vitesse et devant FO. Explication de la relative faiblesse de la CFDT par rapport à la CGT : «La CGT est implantée depuis très longtemps,

LA CFDT DEMANDE LA SUSPENSION DU PROGRAMME NUCLÉAIRE

La CFDT avait déjà fait connaître à plusieurs reprises son opposition au programme nucléaire français. Lors de la conférence de presse donnée lundi par la direction de la confédération. La critique de la CFDT se fait sur les plans de la sécurité, tout particulièrement des usines de retraitement comme celle de la Hague et des surgénérateurs du type Super Phénix. La CFDT dénonce aussi la soumission à la technologie américaine dans le plan de centrales à eau légère. En conséquence de quoi la CFDT demande une suspension pour trois ans de toute construction de centrale.

en bref....

• Les travailleurs de l'entreprise Superbielle à Nogueres sont en lutte depuis la journée du 5 avril. Ils demandent 300 F pour tous.

• UN OUVRIER GRIÈVEMENT BLESSÉ... DEUX MOIS DE PRISON AVEC SURSIS POUR LE PATRON !

Georges Martin PDG d'une entreprise de travaux publics à Châlons-sur-Marne a été condamné par la cour d'appel de Reims à deux mois de prison avec

sursis. Le 17 décembre 74, un jeune ouvrier de son entreprise est tombé du haut d'un échafaudage. Il fut grièvement blessé. Les conditions de sécurité étant particulièrement scandaleuses sur ses chantiers, Martin a été condamné par le même jugement à... 36 amen-

des dont le montant total s'élève à 18 000 F ; Le jugement de la cour d'appel de Reims constitue un pas en arrière par rapport au jugement en première instance du tribunal de Troyes où il avait été condamné à 15 jours de prison ferme et 35 000 francs d'amendes !

DANS NOTRE COURRIER

1^{er} MAI TOUS A PARIS
de 17h à 24h

FETE de REBELLES

Cartoucherie de Vincennes
METRO CHÂTEAU DE VINCENNES

Avec : Gilles SERVAT Roger SIFFERT IMAGO

Plus de 10 forums SUR LES PROBLÈMES DE LA JEUNESSE
avec des jeunes venus de toute la France

• Danse, Chorale, Cinéma non stop, Jeux, Concours, Spécialités étrangères, Théâtre, etc...

CINÉMA :
Débat avec Tobias Engel, Yann Le Masson, des rédacteurs de Cinéthique, de Cinélettre...

CINÉMA NON STOP, avec notamment :
«Le peuple et ses fusils» (Joris Ivens)
«Dettes pour salaires»
«L'ennemi principal» (Karmitz)
«Vietnam : cinéma d'un peuple au combat» (2 films)
«La guerre du lait»
«Kashima Paradise» (Le Masson)

**INTERVENTION DU COMITÉ NATIONAL
DE L'UCJR**

Vignettes 8 F à commander à Rebelles
57 rue Ordener 75018 PARIS ou au Quotidien
du Peuple.
Nombreux départs groupés de province

A propos de notre enquête «La médecine à la chaîne»

«Une béquille au système»

Je travaille comme psychologue dans une équipe «d'hygiène mentale de secteur» à Marseille. Je suis d'accord avec le point de vue développé dans l'article n° 8 sur la sectorisation.

J'y apporte quelques compléments pratiques. Tout en restant méfiant, à juste titre, il faut savoir cependant que dans ces dispensaires d'hygiène mentale, on peut consulter gratuitement, un médecin psychiatre, obtenir un arrêt de travail, ordonnance, etc... quand les conditions de vie et de travail malmènent notre équilibre. Il vaut mieux consulter que de prendre n'importe quelle drogue, qui pourrait être dangereuse à la longue.

C'est vrai que cette pratique de secteur permet d'éviter ou de raccourcir l'hospitalisation, mais de plus, les conditions d'hospitalisation sont tellement mauvaises que nous essayons de ne pas envoyer les gens à l'hôpital. L'hôpital est sale, dégradé, manque de personnel, ce n'est surtout pas un lieu où l'on puisse se reposer, ni même se remonter le moral. Alors, n'y vont que les personnes qui sont à bout, et ceux qui ne peuvent aller dans les cliniques privées. D'ailleurs dans ces cliniques, où seul le profit compte, les médicaments sont donnés en abondance et il n'y a rien à en

attendre pour guérir. On y mange mieux et on est mieux logé, c'est tout.

Nous sommes conscients dans l'équipe où je travaille que cette psychiatrie de secteur, c'est une «béquille au système» : le capitalisme exploite, aliène, asservit les masses, et met en place des structures pour faire que chacun tienne sa place, à l'usine, dans les HLM, dans les cités d'urgence.

Nous sommes totalement impuissants à résoudre les problèmes de fond qu'affrontent les consultants. Mis à part de leur apporter un soutien.

Ceci est flagrant avec les jeunes qui «rechutent» souvent parce qu'ils ne trouvent pas de travail, n'arrivent pas à se loger, condamnés à vivre avec les parents dans des appartements surpeuplés, qui affrontent les attentes de mois et année pour obtenir une FPA. Il est fréquent qu'un jeune retombe malade juste avant le stage, tant l'attente a été longue et déprimante. Alors tout est à recommencer.

Quant à la prévention, de la dite sectorisation, j'en ignore tout, puisqu'elle n'existe pas. Les consultants viennent quand «vraiment ça ne va plus». La prévention qui existerait, paraît-il dans les secteurs d'enfants n'est conçue que par rapport à la réussite scolaire. A l'heure actuelle, l'école est grande pourvoyeuse pour les psychiatres et psychologues, et c'est un grave danger.

Nous sommes en tous cas, bien placés, pour comprendre à quel point le système capitaliste peut être nocif pour les travailleurs et à quel point il est incapable de les soigner.
Un lecteur de Marseille

Téléphonez
au
Quotidien
208-65-61

LES COMPLICES DU «VIEUX FUSIL»

C'est à propos du film «le vieux fusil», que j'écris. Au début du film, on voit des résistants pendus. Ils l'ont été à des acacias proches de la préfecture. C'étaient des gars du maquis de Montroux. Précisément, celui qui vient dans le film, sur les lieux du massacre (le château de Bruniquel) avec une splendide traction avant 15 CV.

J'ai été en classe avec le fils d'un des 4 martyrs. J'ai connu des résistants espagnols de ce maquis. Ce n'était pas en voitures luxueuses qu'ils agis-

saient. Bien loin de là ! Ce sont ces soldats de l'ombre qui ont libéré la France. Ce n'est pas sans émotion et sans révolte qu'on voit un pareil film. J'ai 35 ans. Quand j'étais à l'école communale, puis au cours complémentaire de Caussade, je me souviens combien étaient nombreux mes camarades de classe qui étaient pupilles de la nation. A Montauban, les acacias sont toujours là, mais depuis quelques années, Montauban a une municipalité de «gauche». La place sur laquelle ils sont plantés s'appelle «Place des Martyrs de la

Résistance». La municipalité a jugé bon de la débaptiser et de créer un boulevard : le boulevard Midi-Pyrénées. Seul le petit rond-point situé au bout de ce boulevard porte le nom tronqué «Rond-Point des Martyrs». La Résistance a disparu.

Décidément, les nouveaux bourgeois du PCF ont renié le glorieux passé des résistants communistes se faisant ainsi complices de films tels que «le Vieux Fusil».

Un lecteur de Liévin

Le crédit agricole est le fossoyeur de la petite paysannerie

Comme chaque année, nous étions invités à l'Assemblée Générale du Crédit Agricole de la Drôme.

A l'entrée, on nous donne des prospectus publicitaires sur «le Crédit Agricole au service des paysans», sur «les avantages de placer son argent au Crédit Agricole». On nous donne aussi une feuille avec beaucoup de chiffres : incompréhensible (bilans, compte d'exploitation, etc...) puisqu'on retrouve le même chiffre au passif qu'à l'actif !

Une soixantaine de paysans vont écouter ces messieurs venus de Valence et le gérant nous parler du Crédit Agricole et des difficultés, non des paysans, mais du Crédit Agricole. Il y a beaucoup d'argent au chiffre d'affaires, bien sûr ; aussi nous apprenons avec surprise que le chiffre d'affaires va baisser ses prêts bonifiés dans la région (les prêts bonifiés à 40 % d'intérêt accordés aux agriculteurs ne coûtent rien au Crédit Agricole, car c'est l'État qui paye la différence du taux d'intérêt avantageux).

Un bilan général nous est présenté faisant apparaître une augmentation de l'endettement des agriculteurs. Suite à trois années de gel, les producteurs de pêches ont fait en moyenne deux millions d'emprunt calamité, emprunts qui permettent à beaucoup d'arracher leurs pêchers et de faire une autre production.

Le Crédit Agricole nous annonce la bonne marche de sa nouvelle agence «Voyage Conseil» qui actuellement propose un voyage aux Baléares. A ce



«Si vous voulez survivre, dit le Crédit Agricole, il faut investir». Une fois le paysan endetté, c'est la banque qui règne.

sujet, un paysan du Conseil d'Administration explique qu'il a eu la chance d'aller aux Baléares. Il conseille ce voyage à tout le monde... Il est membre du P«C»F.

Le Crédit Agricole envisage d'investir dans le tourisme en milieu rural (gîtes ruraux), et ensuite de «remplir» ces installations par le canal de son agence de voyage (doubles profits).

Pendant une demi-heure, on nous explique que l'avenir pour beaucoup d'agriculteurs c'est le tourisme, à tel point qu'un paysan suggère d'ouvrir une boîte de nuit au lieu de cultiver son champ ! Un jeune paysan s'étonne «qu'un agriculteur qui demande un prêt pour un poulailler ne l'aura pas, alors

que pour faire un gîte rural, il aura les fonds immédiatement».

Voilà, entre autre, l'avenir que propose le Crédit Agricole aux paysans.

Une mascarade de vote a lieu ensuite pour remplacer un membre du Conseil d'Administration, du genre «Qui n'est pas d'accord pour voter pour lui ?», sans aucune présentation ni explication.

Cette réunion se termine au bar, sans perspective et sans qu'ait été réglé un seul problème.

Le Crédit Agricole fait la pluie et le beau temps dans les campagnes. Il doit être une des cibles privilégiées des petits paysans révolutionnaires.
correspondant Saint-Sorlin

JE M'ABONNE

Nom
Adresse
Profession

1 an : 300 F 3 mois : 80 F
6 mois : 150 F 1 mois : 30 F

Envoyez à : Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication :
Y. CHEVET
Imprimé par PCC Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

ENFANTS

DÉCORATION ET DÉCOUPAGES :

On pourrait faire de jolies boules de papier

On pourrait faire de jolies boules de la grosseur qu'on veut, multicolores ou unies.

Soit on rassemble de vieux journaux ou magazines pour les faire, soit on prend de grandes feuilles de papier bristol de la couleur désirée, achetées chez le libraire, soit encore on se sert de vieux emballages ou de restes de papiers accumulés (ex : couvertures de vieux cahiers).

Avant de commencer, on vérifie qu'on a chacun le papier choisi, une paire de ciseaux à bout rond, un compas, une règle, une gomme, un crayon, un pot de colle.

Chacun commence par découper vingt disques de papier de même diamètre, de la grandeur qu'il veut (de 6 à 12 cm, c'est bien).

Dans chaque cercle découpé (on en fait nécessairement vingt, quel que soit le diamètre), on trace un triangle à l'aide du compas que l'on vient d'utiliser pour faire les vingt disques : sans changer son ouverture, on met le compas sur un point quelconque du cercle et on trace de part et d'autre de petits traits coupant le cercle plus loin. Des points qu'on vient de faire, on refait la même chose jusqu'à ce que notre cercle soit coupé par six

petits traits.

Ces petits traits, on en efface ensuite un sur deux, puis on joint entre eux les trois points restants.

Ceci fait, on plie le papier sur les trois traits correspondants aux côtés du triangle.

Lorsque tous les vingt disques ont cette forme, on en assemble cinq en les collant ensemble bord à bord. On en réassemble dix ensuite, puis on termine avec les cinq derniers : la sphère est finie !

Ce n'est pas la peine de se presser si l'on veut que ce soit réussi.

L'enfant qui entreprend cette décoration doit pouvoir s'arrêter quand il veut. S'il a invité ses camarades, ou si ses parents gardent d'autres enfants, chaque enfant doit pouvoir aller voir ceux qui font la même chose que lui : cela leur ouvre l'esprit sur la possibilité de travailler à plusieurs, et d'apprendre à son voisin avec plaisir.

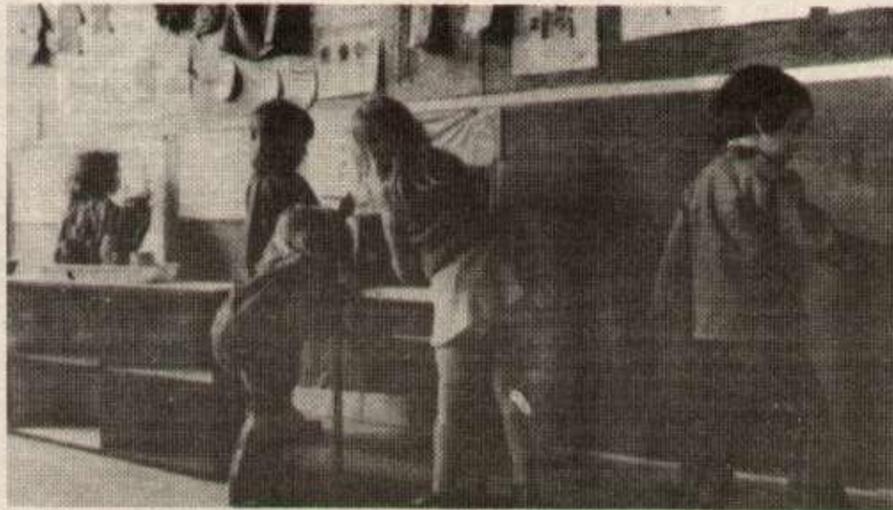
Une grande personne avec des enfants jeunes peut leur expliquer, puis les conseiller. Pour bien leur montrer, elle aura intérêt à confectionner elle-même une boule, d'autant qu'il ne faut pas céder à faire celle d'un enfant qui le demanderait ou ferait un

caprice, ce serait dommage.

Dans le cas où les enfants sont assez grands pour s'occuper seuls, il vaut mieux que les parents attendent la surprise que leur réservent leurs enfants.

S'il y a des petits et des grands, laissons-les se débrouiller entre eux. Demandons simplement aux plus grands qui ont bien compris le système et auxquels on donne confiance, d'être pa-

tients avec les plus petits et de faire attention pour qu'ils y arrivent aussi et acquièrent également confiance en eux. Aude Directrice de Centres de Loisirs



JOURNÉE DE SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN MERCREDI 13 AVRIL

Avec la présence d'une délégation centrale de l'Union Générale des Etudiants Palestiniens (GUPS) et la participation de l'OLP
Avec le soutien de El Amel Tounsi, AMEE, CIP, HR, PPSP, PCR (ml), UEIF, Association Médicale Franco-Palestinienne.
A L'UNIVERSITÉ DE VINCENNES
amphi 1 et 2 à partir de 10 heures

TÉLÉVISION

MERCREDI 14 AVRIL

TF 1

- 18 h 15 - A la bonne heure
- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Alors, raconte
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - « Brigade Criminelle » - série américaine
- 20 h 55 - Football : Eindhoven-St Etienne - demi-finale match retour de la Coupe d'Europe
- 22 h 45 - La psychologie d'aujourd'hui : le mariage - série de quatre émissions de J. Mousseau
- 23 h 45 - Journal

A 2

- 18 h 30 - Journal
- 18 h 40 - Le palmarès des enfants
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - « Police Story » - série américaine
- 21 h 30 - C'est-à-dire - magazine d'actualité de G. Leroy - avec Mgr Etchegaray
- 23 h 00 - Journal

FR 3

- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 05 - Programmes Régionaux
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Tribune libre : les Républicains Indépendants
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de 20 H
- 20 h 30 - Un film, un auteur « Ma nuit chez Maud », film français d'E. Rohmer (1969)
- 21 h 15 - Journal

feuilleton HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ

Ngan, le fiancé de Quyên a été arrêté. Certains faits donnent à croire qu'il a trahi ses camarades. Quyên ne sait que penser...

3^e ÉPISODE LA VÉRITÉ EST RÉTABLIE

Les braves gens la regardaient avec compassion. La jeune fille était hébétée, comme si on lui avait asséné inopinément un violent coup de bâton sur les reins. Elle pleura toute une nuit en pensant que c'était fini entre eux deux, que leur amour était brisé. Parfois, se souvenant du caractère de l'homme qu'elle aimait, elle brûlait du désir de crier : « Non ! Non ! ce n'est pas vrai ! » Effrayée par la rumeur publique, elle cherchait cependant à raisonner et faisait appel à sa confiance en Ngan pour ne pas y croire. De guerre lasse, elle vint trouver Hai Tep, le secrétaire de la cellule du Parti, et s'entendit répondre : Ma petite, il faut rester calme. Le Comité de cellule vient d'examiner la question, sans pouvoir rien conclure, faute de preuve palpable. Nous avons reçu une lettre de Tam Chan qui nous recommande : « Pas de précipitation ! Les faits sont insuffisants pour nous permettre d'accuser le camarade de trahison. La vigilance est nécessaire, mais il est aussi nécessaire de prévoir les manœuvres diaboliques de l'ennemi. J'ai ouvert une enquête sur l'affaire. Je vous tiendrai au courant ». Quyên reprit quelque espoir en rentrant chez elle.

— Rien n'est certain, dit-elle à sa sœur. Le Parti n'a

pas encore conclu.

— Je t'ai bien dit ! Les membres du Parti ont seulement reçu une simple note pour information avec un appel à la vigilance. Tu n'es plus une enfant, ne pleure pas ainsi tout le temps. Patientons !

— Bon, j'écoute les conseils du Parti et aussi les tiens. Je ne m'en fais plus.

— Oui, tu feras bien. Mais, écoute... Su hésita un moment, puis, regardant la jeune fille en face : Si Ngan n'a pas flanché, tout va bien, mais si c'est le contraire... que compteras-tu faire ?

Quyên garda un long moment le silence.
— Il n'y aura plus rien à faire, dit-elle, enfin d'une voix brisée. Ce sera comme s'il était mort, comme s'il n'avait jamais existé.

Heureusement, les choses ne tournèrent pas dans le sens qu'elles avaient envisagé. Une dizaine de jours plus tard, venant du district, Tam Chan la fit venir à la base. Sa première parole en voyant la jeune fille fut :

Ma petite, tue un poulet pour me faire plaisir et je te dirai quelque chose qui en vaut la peine !

Quyên comprit tout de suite de quoi il retournait. Le cœur battant, elle se précipita pour saisir la main du militant qui, souriant, l'examina d'un œil malicieux en répétant :

Alors, d'accord pour un poulet ?

— D'accord ! se hâta d'acquiescer Quyên toute rougissante.

Tam Chan se leva et entraîna la jeune fille dans un coin de la cabane pour lui confier à voix basse : — je me suis laissé dire que tu te désespères ces derniers jours. Est-ce vrai ? Eh bien ! Il n'y a pas lieu de te chagriner. Ngan n'a pas démerité.

Il fit une pause pour secouer la cendre de sa cigarette avant de continuer :

— Nous venons de mettre la main sur un nid d'espions. Ils ont parlé, entre autres, de l'affaire du mois dernier. Tout vient de ce que leurs agents du hameau Chua qui observaient quotidiennement du haut d'un arbre les allées et venues dans le bois de cajeputs ont vu un après-midi monter un filet de fumée parmi les arbres. Ils en ont averti le chef de poste Xam. Voilà à quoi se réduit l'affaire. Il a suffi d'un mince filet de fumée, sans plus.

Quyên laissa échapper un long soupir, comme allégée d'un lourd fardeau.

— D'autre part, reprit Tam Chan, nos sources de la prison nous apprennent que Ngan n'a pas flanché depuis son arrestation. L'ennemi n'a jamais pu lui extorquer le moindre renseignement malgré de nombreuses séances de torture. Ce n'était d'ailleurs pas l'ennemi qui a lancé la nouvelle de la trahison de Ngan, il s'est contenté d'entretenir la rumeur.

(à suivre)

(3)

LE PETROLE

ENJEU DES RIVALITÉS IMPÉRIALISTES SYMBOLE DE LA LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE DU PEUPLE

(1^{ère} partie)

En Iran, tout ce qui se passe autour du pétrole a une profonde répercussion dans la vie politique du pays. Aujourd'hui, les spécialistes en tous genres prennent parfois la température du marché mondial du pétrole en examinant l'évolution du coût, de la production du pétrole iranien. L'histoire du pétrole iranien est celle des rivalités impérialistes dans la région.

Si dans la presse mondiale, le pétrole iranien a fait couler beaucoup d'encre, en Iran il a fait couler beaucoup de sang des veines du peuple.

La première concession du pétrole iranien date de 1872, elle appartiendra aux Anglais, mais elle sera annulée en 1889. C'est alors qu'en 1900, l'Anglais W.C. D'Arcy forme un petit groupe pour investir en Iran. En 1901, ce groupe obtient la concession pour l'exploitation et l'exportation du pétrole pour 60 ans. Ils ont droit à l'installation d'un pipeline ; tous leurs travaux et bénéfices sont exemptés de taxes et d'impôts. En 1908, ce groupe se transforme en Anglo-Persian Oil Company. Et déjà cette présence étrangère se heurte au mouvement populaire. Après la révolution bolchévique, l'APOC achètera pour 200 000 livres sterling la concession accordée en 1916 au Russe A.M. Khostharia pour la Russo-Persian Nahta Company. En 1933, le Chah change la concession, mais de fait la situation reste la même, la compagnie change de nom, et s'appelle Anglo-Iranian Oil Company et se voit accorder une nouvelle concession pour 60 ans.

De son côté en 37, l'American Oil Company obtient une concession de 50 ans sur le pétrole du nord de l'Iran, qu'elle cèdera à la Dutch Mining Company, Algemeene Exploratie Maatschappij en 1939. Celle-ci vivra jusqu'en 1944.

En 43-44, différentes demandes seront faites par Sinclair, Standard Vacuum.

Mossadegh fait voter un décret selon lequel tout accord passé pendant la guerre est un acte criminel, anti-national.



LA LUTTE POUR LA NATIONALISATION

Le pétrole iranien ne manquait donc pas de «clients», mais cette pénétration impérialiste s'est trouvée face à une importante mobilisation populaire. Le pétrole était l'enjeu des rivalités, mais il était aussi et surtout le symbole de la lutte anti-impérialiste du peuple iranien.

En 47, sous l'impulsion du Dr Mossadegh, la question de la nationalisation entre au Parlement. Une action en profondeur s'engage. La lutte se mène d'abord contre l'Anglo-Iranian Oil Company, c'est la remise en cause de la concession de 1933. Une commission spéciale est mise en place pour l'étudier et déterminer les préjudices causés au peuple iranien. Les éléments pro-britanniques au sein du Parlement sabotent le travail de la commission, les Anglais organisent un coup de force et mettent un gouvernement militaire au pouvoir, installent un nouveau premier ministre pour empêcher le fonctionnement de la commission.

Mais la lutte de masse se développe ; partout se déroulent des manifestations d'ouvriers, de paysans, d'étudiants, d'employés... Après la deuxième guerre mondiale, les travailleurs de la compagnie du sud s'en mêlent. Puis les Anglais

prennent peur devant l'extension donnée par le Syndicat national des travailleurs formé en 44-45.

Il y a partout une situation pré-révolutionnaire : Kurdistan, Azerbaïdjan, Guilan... Les Anglais s'apprentent à riposter ; avec l'aide du clergé réactionnaire et des féodaux, ils provoquent des incidents contre les travailleurs en grève d'Abadan, la plus grande raffinerie de pétrole d'Iran. Le bilan sera lourd, de nombreux travailleurs seront tués.

Mais les masses soutiennent activement la commission et poussent à la radicalisation de la lutte. Les éléments hésitants, dont certains pro-américains qui voyaient là une occasion de se débarrasser des Anglais et que l'on retrouvera contre Mossadegh (Zahedi, Baghaï, Kachani) prennent alors position contre la radicalisation de la lutte.

Dans les années 50-51, la lutte prend toujours plus d'ampleur et bien que l'Angleterre cherche un terrain de compromis. Mais le problème du pétrole ne se pose plus seulement au niveau du pillage des richesses, il devient le symbole de la lutte anti-impérialiste du peuple iranien.

LA VICTOIRE DU MOUVEMENT POPULAIRE

Les contradictions s'aiguisent, il y a plusieurs assassinats : Razmara, premier ministre avant Mossadegh, homme fort du régime et de l'Angleterre,

N.B. : Une erreur s'est glissée dans une phrase de l'article «Une dynastie importée», dans le paragraphe «Un point névralgique». Il fallait lire : «Ils ne pouvaient impunément laisser se développer les mouvements populaires comme la révolution constitutionnelle en Iran, particulièrement en Azerbaïdjan».

Zanguéné, ministre de l'éducation hostile au mouvement populaire. Enfin, le 20 mars 51, le pétrole est nationalisé ; Mossadegh devient premier ministre le 28 avril. Dès lors, le mouvement populaire franchit une autre étape, les Anglais sont chassés. Ceux-ci organisent alors le blocus économique de l'Iran. Les devises iraniennes déposées dans les banques anglaises sont bloquées. Les compagnies pétrolières américaines et anglaises appellent au boycott du pétrole iranien. Les Etats-Unis jouent ici un double jeu : d'un côté ils essaient d'apporter, une solution



politique aux «divergences», de l'autre, sur le plan international, ils nient la nationalisation ou cherchent à l'utiliser pour prendre la majeure partie du pétrole.

Tout en se proclamant neutres en l'affaire, face au développement des luttes populaires, à la résistance de Mossadegh qui refuse de leur accorder un quelconque privilège, les Américains

retirent leurs agents du gouvernement, organisent des émeutes, font du chantage pour forcer le Dr Mossadegh à démissionner, à accepter leurs propositions.

Pour mener ses attaques, l'opposition réactionnaire prend pour base le palais du Chah. Il devient base d'attaque réactionnaire mais aussi lieu de rivalité aiguë entre Anglais et Américains.

PÉTROLE ET COUPS D'ETAT

Les contradictions entre les deux rivaux s'aiguisent. Eisenhower déclare : «Il faut mettre fin au problème iranien sinon, il risque de s'étendre à tout le Moyen Orient». Les Anglais veulent renverser Mossadegh, les Américains préfèrent attendre encore un peu : cela permet d'affaiblir les positions britanniques. Puis une fois les tentatives de sabotage anglaises mises en échec, Etats-Unis et Angleterre s'entendent pour prendre comme base d'attaque le palais et collaborer sous la direction américaine.

Dès lors, les tentatives de coups d'Etat se succèdent. Le chef de la police du gouvernement Mossadegh, Afchartouze est enlevé et exécuté. De nouveau, on

retrouve là la main des Zahedi, Baghaï et autres réactionnaires. En mars 52, Ali Reza, frère du Chah, pro-américain tente sa chance mais échoue, d'où l'arrestation de Zahedi. Une nouvelle tentative a lieu le 16 août 53 mais sans succès. Le Chah, que les Américains avaient réussi à retenir en mars 52, prend peur et cette fois quitte l'Iran. Hélas, il pourra rentrer bien vite, le 19 août, la CIA ayant pris les choses en mains en compagnie de Zahedi, le coup d'Etat réussit. Les Anglais sont inquiets de voir ainsi les Américains prendre le pouvoir ; mais les Américains savent de leur côté que les éléments pro-anglais sont encore forts en Iran, qu'il vaut donc mieux, pour l'instant, passer un compromis avec la Grande-Bretagne.

LES CHACALS S'ENTREDÉCHIRENT

Deux mois après le coup d'Etat, l'américain Harver vient en Iran, sous prétexte de voir la situation de près, en fait pour préparer la nouvelle concession du pétrole. Les Anglais le prennent mal. Ainsi, le 19 novembre 53 peut-on lire dans le «Financial Times» : «Le gouvernement américain veut, par l'intermédiaire de Mr Harver, qui fait actuellement la navette entre les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Iran, comprendre la situation. Mais cet intermédiaire n'est pas à négliger puisqu'il représente un gouvernement qui regarde vers des ressources bien précises, et vitales pour l'Angleterre». On ne pourrait être plus clair. Eh bien si, le 25 février 54, un autre journal anglais écrit «le représentant américain essaie de prendre la production pétrolière pour son pays». Il pose la question de savoir si la concession du pétrole iranien doit passer sous contrôle américain et poursuit : «Le temps n'est pas arrivé encore où l'Angleterre ne puisse plus être partie prenante des affaires du Moyen Orient». Le 12 mars, le New York Times riposte avec une certaine perfidie : «Il est regrettable que l'insistance de l'Angleterre pour le

contrôle de la concession rende difficile et retarde la solution au problème pétrolier». L'Angleterre reconnaît que la base de nationalisation de l'industrie pétrolière en Iran est la haine du peuple iranien pour les compagnies pétrolières anglo-iraniennes. Au cas où le contrôle du consortium tombe dans les mains de l'Angleterre, le problème des contestations et du mécontentement se fera à nouveau jour. Sous le gouvernement Zahedi, une commission se met en place, mais Herbert Harver arrive et la remplace par une autre, inféodée aux américains. Il n'est qu'à voir sa composition :

- l'ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis
- Ali Amini, ministre des finances, pro-américain
- Samuel Nakazia
- M.W. Thornburg, (celui-là même qui était responsable de l'Organisation du Plan de l'économie iranienne).

Cette commission soumettra la nouvelle concession du pétrole au «Parlement» en octobre 54. C'est la «dénationalisation» qui s'engage.